



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 DECEMBRE 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4925

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommé et appelé à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TREIZIÈME jour de DECEMBRE prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au TREIZIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 31st DECEMBER, 1910

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4926

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice

Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

En^e Foi de Quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoign, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, juge en chef de la cour du Banc du Roi dans la province de Québec, Administrateur du gouvernement de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4931

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, industriel et M. P. P., J. Edouard Alain et Patrick H. Walsh, comptables, de Victoriaville, Charles H. Walsh, cultivateur, de Tingwich, Arthur Lemay, forgeron, et Marjorique Rousseau, cultivateur, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Manufacturer des chaises et toutes espèces de meubles ;

Acheter, revendre et faire tout commerce de meubles et de chaises ;

Acheter, posséder et construire tous les immeubles et les usines ou bâtisses nécessaires ou utiles à son industrie ;

Acheter, posséder et construire tous les moulins à bois pouvant lui fournir le bois dont la compagnie pourra avoir besoin pour manufacturer des meubles ;

Acheter, posséder et exploiter toutes les limites à bois pouvant lui être utiles aux fins de son industrie et de son commerce ;

Acheter ou s'amalgamer avec d'autres sociétés, personnes ou compagnies exerçant le même commerce ou la même industrie ;

Accorder des parts acquittées de la compagnie en paiement d'achats ou de services faits ou rendus à la dite compagnie, sous le nom de "The Victoriaville Chair Manufacturing Company", avec un capital total de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00), divisé en trois cent quatre-vingt-dix (390) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5389

Sous-secrétaire de la province.

and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the TENTH day of the month of JANUARY next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said THIRTEENTH day of DECEMBER next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the TENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Chief Justice of the Court of King's Bench in the province of Quebec, Administrator of the Government of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

4932

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of December, 1910, incorporating Messrs. Paul Tourigny, manufacturer and M. P. P., J. Edouard Alain and Patrick H. Walsh, accountants, of Victoriaville, Charles H. Walsh, farmer, of Tingwich, Arthur Lemay, blacksmith, and Marjorique Rousseau, farmer, of Victoriaville, for the following purposes :

To manufacture chairs and all kinds of furniture ;

To purchase, resell and deal in any way in furniture and chairs ;

To purchase, hold and construct all the immovables and workshops or buildings necessary or useful to its industry ;

To purchase, hold and construct all the saw mills that the company may require to supply it with wood to manufacture furniture ;

To purchase, hold and operate all the timber limits that may be useful for the purposes of its trade and industry ;

To purchase or amalgamate with other firms, persons or companies carrying on the same trade or industry ;

To give paid up stock of the company in payment for purchase or services made or rendered to the said company, under the name of "The Victoriaville Chair Manufacturing Company", with a total capital of thirty nine thousand dollars (\$39,000.00), divided into three hundred and ninety (390) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5390

Deputy Provincial Secretary.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Quebec, 2 décembre 1910.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-quatrième jour du mois de janvier prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le trente et unième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le septième jour du mois de février prochain.

4947-4 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Esiof Léon Patenaude, avocat, Lacasse Rousseau, électricien, Joseph Edouard Coutu, huissier, de la cité de Montréal, Joseph Wilfrid Lavoie, notaire, de Saint-Martin, et J. E. Emil Léonard, avocat, de Sainte-Rose, dans les buts suivants:

Faire le commerce de produits de la ferme, fruits, légumes, grains, etc., ainsi que tout autre commerce que la compagnie pourra décider d'entreprendre dans les provisions, épiceries, marchandises sèches, cuir et feronneries;

Acheter, prendre à bail ou acquérir à quelque titre que ce soit toutes propriétés nécessaires pour les fins du commerce de la compagnie;

Payer en argent ou en actions libérées de la dite compagnie le prix d'achat, de loyer ou de jouissance de toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la compagnie, ainsi que le prix d'achat du fonds de commerce et de l'achalandage de "A. J. Hart & Cie", ou de toute autre personne ou compagnie faisant semblable commerce.

Emprunter pour les fins de la compagnie et consentir des billets promissaires et des hypothèques, émettre des débentures à ces fins, sous le nom de "A. J. Hart, Incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1910.

5365-2 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Georges Marier, bureaucrate, Charles Royer, ingénieur, Marc Lassonde, menuisier, Ernest Ritchot, agent, Arthur Maillard, carrossier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires générales d'imprimeurs, de publicistes, lithographes, graveurs, stéréotypeurs, électrotypers, publicateurs, éditeurs, relieurs, manufacturiers de papier sous toutes ses formes, libraires, agents d'annonces, marchands et fournisseurs d'articles ou de fournitures de bureaux généralement;

Vendre, acheter, manufacturer, faire le commerce et l'exploitation de toutes machines, outils, fournitures et accessoires requis, employés ou se rapportant à l'un ou à l'autre des objets, des arts et affaires ci-dessus relatés ou d'aucun d'eux;

Editer, publier, mettre en circulation, ou autrement transiger et s'engager dans les affaires de papiers-nouvelles ou autres publications de tous genres;

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 2nd December, 1910.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty fourth day of the month of January next; that no private bill shall be introduced after the thirty first day of said month; that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the seventh day of the month of February next.

4948 L. G. DESJARDINS,
Clerk of Legislative Assembly

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1910, incorporating Messrs. Esiof Léon Patenaude, advocate, Lacasse Rousseau, electrician, Joseph Edouard Coutu, bailiff, of the city of Montreal, Joseph Wilfrid Lavoie, notaire, of Saint Martin, and J. E. Emil Léonard, advocate, of Sainte Rose, for the following purposes:

To carry on the business of farm produce, fruit, vegetables, grain, etc., and also any other business that the company may decide to undertake in provisions, groceries, drygoods, leather and hardware;

To purchase, lease by any title whatsoever any property necessary for the purposes of the business of the company;

To pay for in cash or paid up stock of the company, the purchase price, rental or enjoyment of any property necessary for the business of the company, and also the purchase price of the business and goodwill of "A. J. Hart & Co.", or of any other person or company carrying on a similar business;

To borrow for the purposes of the company and give promissory notes and hypothecs, issue debentures for such purposes, under the name of "A. J. Hart, incorporated", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty first day of December, 1910.

5364 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1910, incorporating Messrs. Georges Marier, bureaucrat, Charles Royer, engineer, Marc Lassonde, joiner, Ernest Ritchot, agent, Arthur Maillard, carriage maker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of printers, publicists, lithographers, engravers, stereotypers, electrotypers, publishers, editors, binders, manufacturers of paper in all its forms, booksellers, advertising agents, merchants and dealers in office supplies generally;

To sell, purchase, manufacture, deal and trade in all the machinery, tools, supplies and accessories required, employed or connected with one or other of the objects, arts and businesses hereabove related or in any of them;

To edit, publish, circulate or otherwise transact and engage in the business of new-papers or other publications of any kind;

Vendre et acheter les livres, magazines, journaux ou autres publications périodiques, et faire le commerce de libraires ou autres articles de fantaisie ;

Editer, publier, annoncer et vendre spécialement de la manière et selon que le jugera le bureau de direction de la société, un journal ou une revue devant porter le nom de "La Lumière" ;

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou autrement aliéner tous biens mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'administration ou aux affaires de la société ;

Pr mouvoir, organiser, gérer et développer toute corporation ou compagnie, association ou société ; s'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie, dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente société, garantir l'exécution de contrats par toute personne ou société, vendre, louer, ou autrement céder la propriété et l'entreprise de la société ou de toute partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre société ;

Acquérir toute entreprise, semblable en totalité ou en partie, à celle de la société, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes, et le payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la société ou autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Émettre et allouer comme actions acquittées, des actions de la société en paiement parfait ou partiel de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, permis, contrat, meuble, immeuble, actions, obligations ou bon, ou autre propriété ou droit que la société peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la société, et en particulier des actions, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la société, ou dont la société a la faculté de disposer ;

Fonder et maintenir et opérer un ou des clubs, cercle, ou cercles, qui se livreront ou pourront se livrer à l'étude des questions littéraires, philosophiques, sociales et économiques, qui donneront ou pourront donner des conférences touchant ces questions ; fonder et maintenir une ou des bibliothèques pour l'avancement intellectuel des membres des dits clubs ou cercles ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder, autrement les droits et biens de la société, en tout ou en partie ;

Les objets ou fins et pouvoirs précédemment énumérés de la société seront considérés comme distincts et ne dépendront pas les uns des autres, et la société pourra exercer l'un ou plus des dits pouvoirs sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article, et en cas d'ambiguïté, chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas restreindre les pouvoirs de la société, sous le nom de "La Société de Publication La Lumière, Incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT.

5277.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième

To sell and purchase books, magazines, newspapers or other periodical publications, and carry on the business of booksellers or other fancy articles ;

To edit, publish, advertise and sell specially in the manner and according as the board of directors may deem, a news paper or review to bear the name of "La Lumière" ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any moveable or immovable property necessary for the administration or business of the association ;

To promote, organize, manage and develop any corporation or company, association or firm ; to unite or amalgamate with any other company whose object is wholly or partly similar to that of this association ; to guarantee the execution of contracts by any person or firm ; sell, lease or otherwise assign the property and undertaking of the association or any part thereof, for the consideration deemed fit by it, and in particular for the stock, bonds or other securities of any other firm ;

To acquire any undertaking similar in whole or in part to that of this association and also its stock, goodwill, privileges and property of all kinds, and pay for same in cash, stock, or bonds of the association or otherwise ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, issue notes payable to order, bills of exchange, bills of lading and other transferable and negotiable instruments ;

To issue and allot as paid up shares, stock of the association in whole or partial payment for any business, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, contract, moveable, immovable, stock, debentures, bonds or other property or right that the association may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by this charter ;

To distribute in kind among the shareholders any property of the association, and in particular stock, bonds or other securities of other companies belonging to the association or of which the association has the right to dispose of ;

To found, maintain and operate one or more clubs that will or may be devoted to the study of literary, philosophical, social and economic questions, that will or may give lectures on such subjects ; to found and maintain one or more libraries for the intellectual advancement of the members of the said clubs ;

To exercise or develop, improve, use, pledge sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the association in whole or in part ;

The foregoing enumerated objects or purposes and powers of the association shall be considered as distinct and shall not depend the one upon the other, and the association may exercise one or more of the said powers without regard to the others, and any of the hereinabove articles respecting same shall not be limited in its generality or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of ambiguity each article shall be interpreted in such manner as to extend and not restrict the powers of the association, under the name of "La Société de Publication La Lumière, Incorporée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5278

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of

jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Pierre I. Bouchard, commerçant, Théodore Leclerc, agent d'assurance, Alexandre Légaré et Edouard Coulombe, commerçants, J. Edm. Dubé, pharmacien, Octave Brochu, commerçant, l'honorable P. A. Choquette, avocat, Eugène Leclerc, agent d'assurance, et J. Flavien Lemieux, commerçant, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, vendre ou louer des immeubles, construire et maintenir des hangars et entrepôts, les louer, exercer le commerce de hangarage et d'entrepôt, recevoir des marchandises et entrepôt libres ou sujettes à la douane (bounded ware-house), recevoir une rémunération sur les marchandises ainsi déposées, prendre des marchandises en gage et faire des avances sur ces marchandises ;

Acquérir l'actif et le passif de toute personne, société ou compagnie faisant le même genre d'affaires, les payer en actions acquittées, bons, débetures de la compagnie ou autrement, acquérir, vendre, acheter, importer et exporter des matériaux de construction de toutes sortes ;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables, pourvu que tels bons, obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme de moins que cent piastres ;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

Donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis, sous le nom de "La Compagnie d'Hangarage Limitée", avec un capital total de cent quarante-cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en mille quatre cent cinquante (1450) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5285.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Percy C. Ryan, avocat, Roméo Houli, agent d'immeubles, Agenor H. Tanner et Russell T. Stackhouse, avocats, et Edouard Rodier, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en aucune manière quelconque les affaires de construction, constructeurs et entrepreneurs, électriciens, mécaniciens, et toutes affaires dans lesquelles l'application de l'électricité ou tout autre pouvoir sont ou peuvent être utiles ou propres ; fabriquer et produire soit comme patrons ou agents pour faire le commerce de tous articles ou produits appartenant à aucune des susdites affaires et tous les appareils, accessoires et objets employés pour les susdites fins, ou toute invention y ayant rapport ;

Construire, maintenir et mettre en opération des travaux pour la production, accumulation et distribution de l'électricité pour éclairage, chauffage, pouvoir et signaux et autres fins ;

Construire des ponts, bâtisses, machines, vaisseaux, engins, chars et autre équipement, chemins, digues, tunnels, souterrains, bassins, ouvrages hydrauliques, usines à gaz, travaux hydrauliques, travaux électriques, viaducs, aqueducs, canaux et autres voies par eau et autres moyens de transport,

December, 1910, incorporating Messrs. Pierre I. Bouchard, trader, Théodore Leclerc, insurance agent, Alexandre Légaré and Edouard Coulombe, traders, J. Edm. Dubé, druggist, Octave Brochu, trader, the Honorable P. A. Choquette, advocate, Eugène Leclerc, insurance agent, and J. Flavien Lemieux, trader of the city of Quebec, for the following purposes :

To purchase, sell or lease immoveables, construct and maintain sheds and warehouses and lease same, carry on a storage and warehouse business, receive merchandise in bond or simple storage payment for the merchandise thus stored, receive payment for the merchandise thus stored, take merchandise as security and make advances on such merchandise ;

To acquire the assets and liabilities of any person, firm or company carrying on the same kind of business, pay for same with paid up shares, bonds, debentures of the company or otherwise ; acquire, sell, purchase, import and export construction materials of all kinds ;

To borrow money on the credit of the company issue bonds, debentures or other securities of the company, and give same as security or sell them for the prices and amounts deemed advisable, provided that such bonds, debentures or other securities be not for a sum less than one hundred dollars ;

To hypothecate or give as security the immoveables, or pledge to moveable property of the company, or give such two kinds of securities to assure the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money made for the purposes of the company ;

To give through their duly authorized officers, to one or more trustees, to assure the payment of the bonds or debentures, an hypothec on the immoveables of the company, by mentioning the issue and the amount of the bonds or debentures thus guaranteed, under the name of "La Compagnie d'Hangarage, Limitée", with a total capital of one hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into fourteen hundred and fifty (1450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary this sixteenth day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5286

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of December, 1910, incorporating Messrs. Percy C. Ryan, advocate, Roméo Houli, real estate agent, Agenor H. Tanner and Russell T. Stackhouse, advocates, and Edouard Rodier, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on and engage in any way whatsoever in the business of construction, builders and contractors and electrical, mechanical and any business in which the application of electricity or any other power is or may be useful or convenient ; to manufacture and produce and either as principal or agents to trade and deal in any articles or products belonging to any such business as aforesaid and all apparatus appliances and things used in connection therewith, or any invention or patents relating thereto ;

To construct, maintain and operate works for the generation, accumulation and distribution of electricity for light, heat, power and signalling and other purposes ;

To construct bridges, buildings, machinery, ships, engines, cars and other equipment, roads, embankments, tunnels, subways, docks, waterworks, gas works, hydraulic works, electric works, viaducts, aqueducts, canals and other waterways and other means of transportation, to aid such enterprises, financially,

aider telle entreprise, financièrement, assurer le stock ou obligation d'icelle et vendre les dits travaux ou en disposer autrement ;

Construire tous les travaux et faire toutes choses nécessaires pour l'utilité et disposition de produits indirects résultant de l'opération d'aucun des travaux de la compagnie ;

Faire des contrats avec toute personne, corporation, société, corps public ou municipalité pour ériger, bâtir, construire et mettre en opération tous travaux privés et publics, et entreprises de toute sorte et description, et en général faire les affaires de la généralité des entrepreneurs des travaux publics ou privés ;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, tenir, posséder, engager, céder et transporter ou en disposer autrement pour faire les affaires, vendre et faire le commerce d'objets, articles, machines, marchandises et propriété de toute sorte et description ;

Manufacturer et vendre soit comme patrons, agents, des constructions en acier, acier armé et tous autres matériaux employés dans la construction de bâtisses ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires semblables capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ; garantir les contrats ou autrement acquérir des actions et garanties d'aucune telle compagnie, et les vendre, posséder, et les émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Posséder et mettre en opération des carrières de pierre, sablières et sablonnières, sable de rivière, extraire, fondre, purifier, apprêter, amalgamer et préparer pour le marché, le minéral et autres substances métalliques et minérales de toute sorte, et faire toutes autres opérations se rapportant aux travaux de mines qui peuvent servir à aucun des objets de la compagnie, en faire le commerce soit comme patrons ou agents ;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, matériaux, machines, instruments, commodités, provisions et objets capables d'être employés en rapport avec les travaux de mines, ou requis par les ouvriers et autres, employés par la compagnie ou toute autre compagnie ou personne avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Faire des avances aux personnes ayant des relations d'affaires avec cette compagnie, et aux termes qui peuvent être à propos et en particulier aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par telles personnes ;

Faire ou aider une compagnie à faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, semblables à aucun des objets ci-dessus mentionnées ;

Acquérir par achat, bail ou autrement des propriétés, meubles et immeubles, et la clientèle, franchises, droits, privilèges, contrats et actif d'aucune et toute sorte utiles ou ayant rapport aux affaires de la compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, de toute personne, société ou corporation, et de les payer en argent ou partie en argent ou en actions acquittées, obligations ou autres garanties de la compagnie ou autrement selon qu'il sera jugé à propos, et les vendre en tout ou en partie, en faire le commerce autrement et en disposer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder et mettre en opération un système de transport en relation ou ayant rapport aux affaires de la compagnie ;

Acquérir, tenir et posséder des actions dans toutes autres corporations faisant des affaires de même nature ou ayant rapport aux susdits objets, et les

to underwrite the stock or bonds thereof, and to sell such works or otherwise dispose thereof ;

To construct whatever works and do whatever may be necessary for the utilization and disposition of the bye-products resulting from the operation of any of the works of the company ;

To contract with any person, corporation, society, public body or municipality for the making, building, construction and operation of all private and public works, and undertakings of any description and kind and generally to carry on the business of general contractors of works public or private ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire and hold, own, pledge, assign and transfer or otherwise dispose of, to trade, deal in and deal with goods, wares, machinery, merchandise and property of every class and description ;

To manufacture and sell either as principals, agents, structural steel, reinforced steel, and all other material used in the construction of buildings ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business germane and capable of being conducted so as to benefit this company ; to guarantee the contracts of or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To own and operate stone quarries, sand and gravel pits, river dredged sand, to quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market ore, metal and mineral substances of all kinds, and to carry on any other operations pertaining to mining which may seem conducive to any of the company's objects ; to deal in the same either as principals or agents ;

To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company or any other company or person with which this company may have dealings with ;

To make advances to persons having business dealings with this company, and upon such terms as may be expedient and particularly to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by such persons ;

To carry on or promote a company, to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise which is germane to any of the objects above specified ;

To acquire by purchase, lease or otherwise property, real or personal and the good-will, franchises, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind useful or incidental to the business of the company, upon such terms and conditions as may be deemed advisable from any individual, firm or corporation, and to pay for the same in cash or part cash or paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise as may be agreed upon, and to sell and dispose of or otherwise deal with the whole or any portion of the same ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own and operate a cartage system in connection with or incidental to the company's business ;

To acquire, hold and own shares in any other corporations doing business of a like nature or incidental to the foregoing, and to pay for the

payer soit en argent ou partie en argent, ou émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'icelles, ou autrement selon qu'il sera à propos, et les vendre ou en faire le commerce autrement, sous le nom de "Reynolds Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,
5279.2 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 décembre 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Aristide Rousseau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant au village d'Ormatown, en le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean Joseph Hector Lafond, en son vivant notaire public, pratiquant en la paroisse de Sainte-Martine, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
5017.4 Secrétaire de la province.

Québec, 29 novembre 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Robert Hugh Barron, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Cushing, en son vivant notaire public, pratiquant dans la cité de Montréal, dit district, conformément aux dispositions du code du Notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
4941.5 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Alvin Ernest Woodworth, comptable, Arthur Charters, teneur de livres, William James Shaughnessy, avocat, Thomas Sargent Owens, étudiant, et Alfred Boreham Wright, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire toutes affaires d'imprimeurs, éditeurs et manufacturiers et commerçants et entrepreneurs pour la manufacture ou vente de lithographies, électrotypes, gravures, impressions, photographies, emporte-pièces, papeteries, reliures, cartons et papiers, et tous articles d'un caractère semblable ou analogue aux susdits objets, et les matériaux employés dans la manufacture d'iceux ou y ayant rapport, et produire et reproduire, ou agir comme commerçants ou entrepreneurs pour la production ou reproduction, par aucun procédé ou procédés, soit existant ou non, des travaux d'art ou toutes autres publications quelconques, et soit pour les fins commerciales ou autrement ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les susdits objets, ou calculés directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie ;

Acheter, prendre à loyer, ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes terres, héritages, propriétés ou prémisses, ou tout intérêt en iceux, soit libres, tenus à bail, ou toute autre tenure, et toutes bâtisses, servitudes, avantages, droits et privilèges, et les meubles et immeubles de toute sorte quelconque nécessaires ou utiles pour les affaires de la compagnie, ou pour développer ou utiliser les biens de la compagnie ;

same either in cash or part cash, or to issue fully paid-up shares of the company in payment or part payment therefor, or otherwise as may be arranged, and to sell or otherwise deal with the same, under the name of "Reynolds Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this fourteenth day of December, 1910.

JOS. DUMONT,
5280 Deputy Provincial Secretary

Quebec, 6th December, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Louis Aristide Rousseau, esquire, notary public, practising and residing in the village of Ormatown, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Joseph Hector Lafond, in his lifetime notary public, practising in the parish of Sainte Martine, county and district aforesaid, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
5018 Provincial Secretary.

Quebec, 29th November, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Robert Hugh Barron, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles Cushing, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
4942 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1910, incorporating Messrs. Alvin Ernest Woodworth, accountant, Arthur Charters, book-keeper, William James Shaughnessy, advocate, Thomas Sargent Owens, student, and Alfred Boreham Wright, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the businesses of printers and publishers and manufacturers of and dealers in and contractors for the manufacture or sale of lithographs, electrotypes engravings, prints, photographs, dies, stationery, bindings, cardboards and papers and all articles of a character similar or analogous to the foregoing and the materials used in the manufacture thereof or in connection therewith, and to produce or reproduce, or to act as dealers or contractors for the production or reproduction, by any process or processes, whether now in existence or not, of works of art or any other publications whatsoever, and whether for commercial purposes or otherwise ;

To carry on any other businesses which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any lands, hereditaments, property or premises, or any interest therein, whether of freehold, leasehold, or any other tenure, and any buildings, servitudes, easements, rights and privileges, and real and personal property of any kind whatsoever necessary or convenient for the company's business, or for developing or utilising and of the company's property.

Vendre, louer, échanger, développer ou autrement faire le commerce avec l'entreprise ou toute ou aucune partie des biens, droits ou privilèges de la compagnie à aucun terme, avec pouvoir d'en accepter le paiement ou partie de paiement, et ensuite posséder, vendre, transporter, garantir ou faire le commerce autrement de toutes actions, stock, débetures ou garanties de toute sorte, soit payés en entier ou en partie, et en disposer ;

Payer pour toute propriété acquise par la compagnie en actions, stocks, bons, débetures ou obligations de la compagnie, soit payés en entier ou en partie ;

Acheter, souscrire ou acquérir autrement, et posséder les actions, stocks ou obligations, soit payés en entier ou en partie, de toute compagnie dans le Royaume Uni ou ailleurs, ou le stock ou garanties de tout gouvernement ou état, soit anglais, colonial ou étranger qui peuvent paraître utiles aux intérêts de la compagnie, d'acquérir, les vendre ou échanger, ou, sur une distribution des biens ou partage de profits, distribuer toutes telles actions, stocks ou obligations parmi les actionnaires ou toute classe ou classes des actionnaires de cette compagnie en espèces ;

Acheter, acquérir, employer, protéger, prolonger, renouveler, vendre, louer ou faire le commerce de toutes patentes, droits de patentes, brevets d'inventions ou licences ou autres droits ou privilèges capables d'être acquis convenablement ou avantageusement, employés ou utilisés en rapport avec aucun des objets de la compagnie ;

Prêter de l'argent ou donner crédit, avec ou sans garantie, à toute personne, société ou compagnie, et en particulier à toute personne, société ou compagnie ayant des relations d'affaires avec la compagnie, garantir la propre exécution de contrats par aucune telle personne, société ou compagnie, et de faire toutes affaires financières ou commerciales ou opérations qui peuvent paraître propres à l'avancement des intérêts de la compagnie ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriétés et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires semblables, analogues ou auxiliaires à aucun des objets de cette compagnie, ou capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, ou possédant toute propriété propre pour les fins de cette compagnie ;

Aider, faciliter et contribuer à tout travail public ou entreprise offrant des facilités et avantages pour les fins de cette compagnie, et acquérir et posséder des actions ou autres intérêts d'icelles et en disposer ;

S'amalgamer ou entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne, société, association, autorité ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et aussi leurs p^{er} être de l'argent, garantir leurs contrats, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Aider toute autre compagnie dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens ou obligations de cette compagnie, ou en avançant directement ou indirectement les objets ou intérêts d'icelle, et assurer, garantir sa souscription, prendre et acquérir autrement et posséder, vendre et faire le commerce d'actions, stock, débetures, stock de débetures ou garantis, de toute telle compagnie, et garantir le paiement de toutes débetures ou autres garanties émises par toutes telle compagnie ;

Faire, accepter, endosser, exécuter des billets promissaires, connaissements, lettres de change et

To sell, let, exchange, develop, dispose of or otherwise deal with the undertaking or all or any part of the property, rights or privileges of the company upon any terms, with power to accept in payment or part payment thereof, and thereafter to hold, sell, transfer, guarantee or otherwise deal in any shares, stock, debentures or securities of any kind, whether fully or partly paid ;

To pay for any property acquired by the company in shares, stocks, bonds, debentures or obligations of the company, whether fully or partly paid.

To purchase, subscribe for or otherwise acquire, and to hold the shares, stocks or obligations, whether fully or partly paid, of any company in the United Kingdom or elsewhere, or the stock or securities of any government or state, whether British, Colonial or foreign, which it may seem conducive to the interests of the company to acquire, and to sell or exchange the same, or, upon a distribution of assets or division of profits, to distribute any such shares, stocks or obligations amongst the shareholders or any class or classes of shareholders of this company in specie ;

To purchase, acquire, use, protect, prolong, renew, sell, let or deal with any patents, patent rights, " brevets d'inventions ", or licenses, or other rights or privileges capable of being conveniently or profitably acquired, used or dealt with in connection with any of the objects of the company ;

To lend money or give credit, with or without security, to any person, firm or company, and in particular to any person, firm or company having dealings with the company, and to guarantee the due performance of contracts by any such person, firm or company, and to carry on any financial or commercial business or operations which may seem likely to advance the interests of the company ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business similar, analogous or subsidiary to any of the objects of this company, or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, or possessing any property suitable for the purpose of this company ;

To promote, facilitate and subscribe to any public work or undertaking offering facilities and advantages for the purposes of this company, and to acquire and hold and to dispose of shares or other interests therein ;

To amalgamate or enter into partnership, or any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm, association, authority or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and also to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, reissue with or without guarantee or otherwise deal with the same.

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or of advancing directly or indirectly the objects or interests thereof, and to underwrite, guarantee the subscription of, take and otherwise acquire and hold, sell and deal in shares, stock, debentures, debenture stock or securities of any such company, and to guarantee the payment of any debentures or other securities issued by any such company ;

To make, accept, indorse and execute promissory notes, bills of lading, bills of exchange and other

autres instruments négociables ; garantir toute dette ou obligation de la compagnie par hypothèque, engagement, gage, cession ou toute forme légale de garantie ;

Accumuler des fonds et placer et faire le commerce des argents de la compagnie non immédiatement requis, dans le rachat de ses propres obligations ou débetures ou sur telles garanties, et de telle manière qui peut être déterminée de temps à autre ; distribuer en espèces parmi les actionnaires aucun des biens ou propriétés de la compagnie, et soit au moyen de dividendes ou sur aucun rapport de capital ;

Octroyer des pensions ou compensation à tous officiers, employés ou serviteurs de la compagnie, ou à leurs épouses, veuves, enfants ou parents, et pour cette fin faire des réserves et souscrire aux assurances et contribuer et faire des donations aux exhibitions, hôpitaux et autres institutions ou objets publics ou de bienfaisance ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons ou agents, ou en société ou en union avec toute personne, société, association, autorité ou compagnie ;

Faire toutes choses qui peuvent être en rapport ou contribuer à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "The Knapp Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5301-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Rennie Ogilvie McMurtry, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Michael Joseph O'Brien et Herbert William Jackson, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles dans la province de Québec ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur les dits immeubles ou toute partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux et en disposer, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, avec l'approbation des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et tenir des hypothèques, garanties et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancés par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Vendre tous ou aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autre-

negotiable instruments ; to secure any debt or obligation of the company by mortgage, hypothec, pledge, assignment or any legal form of security ;

To accumulate funds and invest and deal with the moneys of the company not immediately required in the redemption of its own bonds or debentures or upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ; to distribute among the shareholders any of the assets or properties of the company in specie, and either by way of dividend or upon any return of capital ;

To grant pensions or compensation to any officers, employees or servants of the company, or their wives, widows, children or relatives, and for that purpose to make reserves and subscribe towards insurance and to contribute and make donations to exhibitions, hospitals and other public or charitable institutions or objects ;

To do all or any of the foregoing things as principals or agents, or in partnership or conjunction with any person, firm, association, authority or company ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Knapp Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5302

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December 1910, incorporating Messrs. Rennie Ogilvie McMurtry, advocate, Francis George Bush, book-keeper, George Robert Brennan, stenographer, Michael Joseph O'Brien and Herbert William Jackson, clerks, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate in the province of Quebec ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall

ment, et accepter de l'argent, actions, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autre droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces, toutes actions, débetures, garanties ou propriété appartenant à la compagnie ;

Placer le surplus de ses fonds dans le rachat de ses propres actions, obligations ou autres garanties, sous le nom de "The Greater Montreal Land Company Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5357.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1910, à "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", incorporée par lettres patentes originaires en date du 23 janvier 1900, accordant les pouvoirs additionnels suivants :

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation ;

Vendre, céder et aliéner avec le consentement des deux tiers en valeur de tout le capital payé de la compagnie, ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toute compagnie ou compagnies constituées en corporation, pour tels prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenable et particulièrement pour les actions (soit privilégiées ou ordinaires), les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies ;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle peut détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant, soit lui-même un actionnaire de ces compagnies.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5281.2

Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds

see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having object similar in whole or in part to those of this company in payment or part payment thereof ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and any other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To invest its surplus funds in the redemption of its own shares, bonds or other securities, under the name of "The Greater Montreal Land Company Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty first day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5358

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1910, to "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", incorporated by original letter patent dated the 23rd of January, 1900, granting the following additional powers :

To hold, subscribe and pay for stock, become a shareholder, hold or purchase debentures of one or more incorporated companies ;

To sell, assign and alienate with the consent of the two thirds in value of the total paid up capital of the company, its franchises and some or the whole of the rights, privileges and powers conferred on or owned by the company, as also its undertakings or any part thereof, to any incorporated company or companies, for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem advisable and especially for the stock (either preferred or common), bonds, debentures or other securities of such companies ;

To appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold or acquire the stock, bonds or other securities, provided that such attorney or representative, be himself a shareholder in such companies.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5282

Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other

social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition, mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être ou pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la

omme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

4927

R. CAMPBELL,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

4928

R. CAMPBELL,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de villes ou de villages, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes; [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres,

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars

autre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

4929 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que la municipalité du village de Montréal-Sud s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant l'incorporation du dit village, dans les buts suivants :

Mettre le dit village de Montréal-Sud, sous les dispositions de la loi des cités et villes, et concernant les connexions d'eau, améliorations, lignes de construction, rues privées, arrérages et escompte, coupons d'intérêt, billets et division en quartiers, et pour toutes autres fins qui peuvent être dans l'intérêt de la municipalité.

LIGHTHALL & HARWOOD.
Procureurs de la requérante.
Montréal, 2 décembre 1910. 4995.4

Le soussigné, étudiant en notariat, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de régulariser son brevet de cléricature, et de faire compter sa cléricature comme étudiant en loi, du 3 septembre 1907.

J. ARMAND BOISSEAU.
Saint-Hyacinthe, 23 novembre 1910. 4899.5

AVIS PUBLIC.

Le soussigné, tant personnellement qu'en qualité d'exécuteur testamentaire d'Alfred Roy, fils, en son vivant des cités et district de Montréal, donne par les présentes avis qu'il s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire désigné au dit testament, autorisant le dit exécuteur testamentaire et administrateur à venir en aide aux enfants et petits enfants du testateur et autorisant le dit exécuteur testamentaire à ajouter à la rente servie en vertu du dit testament aux dits enfants du testateur tant pour leur utilité et leurs besoins que pour l'utilité et le besoin des petits enfants.

ALFRED N. ROY, JR.,
Exécuteur testamentaire.
Montréal, 10 décembre 1910. 5125.3

and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

4930 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the municipality of the village of Montreal South will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the incorporation of the said village, for the following among other purposes :

To bring the said village of Montreal South under the provisions of the Cities and Towns Act, and respecting water connections, improvements, building lines, private streets, arrears and discounts, interests coupons, notes and division into wards, and for such other purposes as they may be advised in the interest of the municipality.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicant.
Montreal, 2nd December, 1910. 4996

The undersigned, notarial student, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to regulate his certificate of studentship and to have his studentship count as a student in law, from the 3rd September, 1907.

J. ARMAND BOISSEAU.
Saint Hyacinthe, 23rd November, 1910. 4900

PUBLIC NOTICE.

The undersigned personally as well as in his capacity of testamentary executor of the last will and testament of Alfred Roy, junior, in his lifetime of the city and district of Montreal, hereby gives notice that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act determining the powers of the testamentary executor appointed by said will, authorizing said testamentary executor and administrator to help the children and grand children of the testator and authorizing said executor to raise the rent paid by virtue of said will to said testator's children for their own usefulness and needs and for the usefulness and needs of the grand children.

ALFRED N. ROY, JR.,
Testamentary executor.
Montreal, 10th December, 1910. 5126

Avis qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour une loi incorporant la compagnie "Montreal and Northern Colonisation Company", pour la construction d'un chemin de fer à vapeur ou à l'électricité partant de Montréal et se dirigeant dans la direction nord, nord-ouest jusqu'à un point à être fixé par ingénieurs et à être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

GEOFFRION, GEOFFRION
& CUSSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 23 décembre 1910. 5369

Avis qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour une loi incorporant la compagnie "Montreal & Southern Railway & Power Company", pour la construction d'un chemin de fer à vapeur ou à l'électricité, à partir d'un point dans la paroisse de Caughnawaga, allant vers le sud-ouest jusqu'à un point sur la frontière internationale sur le lac Saint-François, avec pouvoir d'exploiter les pouvoirs d'eau, de développer l'électricité, de construire un canal artificiel le long du canal Beauharnois, d'opérer des lignes de télégraphe et de téléphone et autres pouvoirs.

GEOFFRION, GEOFFRION
& CUSSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 23 décembre 1910. 5371

Avis est par les présentes donné que M. François-Xavier Décarie, cultivateur, du village de la Côte Saint-Luc, et Dame veuve Benjamin Décarie, jr., du même lieu, cette dernière es-qualité de tutrice à Joseph Marc Décarie, cultivateur, aussi du même endroit, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passage d'une loi les autorisant à vendre les propriétés léguées aux dits François-Xavier et Joseph Marc Décarie, par feu Benjamin Décarie, sr., situées au dit endroit, et à donner bon et valable titre et pour autres fins s'y rapportant.

FRANÇOIS-XAVIER DECARIE,
DAME VEUVE BENJAMIN DECARIE,

Tutrice.

Montréal, 20 décembre 1910. 5309.2

Avis est par le présent donné que la Compagnie "Shawinigan Water & Power" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte pour lui permettre d'augmenter son capital actions jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas vingt millions de piastres par une résolution adoptée et approuvée par la majorité des porteurs du stock souscrit.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la Compagnie Shawinigan
Water & Power Co.

Trois-Rivières, 9 décembre 1910. 5137.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant l'incorporation du territoire compris dans les lots de cadastre Nos 229 à 244, inclusivement, de la paroisse de Longueuil, en un village sous le nom de "The Village of Greenfield Park", et de placer le dit village sous les dispositions de la loi des cités et villes, et concernant les connexions d'eau, améliorations, ligne de construction, rues privées, arrérages et escomptes, coupons d'intérêt et division en quartiers.

Et pour toutes autres fins qui peuvent être dans l'intérêt de la municipalité.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs des requérants.

Montréal, 21 décembre 1910. 5329.2

Notice that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for a law incorporating the "Montreal and Northern Colonization Company", for the construction of a steam or electric railway starting from Montreal and extending in a north, north west direction up to a point to be fixed by engineers and approved by the Lieutenant Governor in Council.

GEOFFRION, GEOFFRION

& CUSSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd December, 1910. 5370

Notice that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for a law incorporating the "Montreal & Southern Railway & Power Company", for the construction of a steam or electric railway from a point in the parish of Caughnawaga, and then in the direction of the south west to a point on this international border on the lake Saint Francis, with power to develop water powers and electricity, to construct an artificial canal along the Beauharnois canal, to operate telegraph and telephone lines and other powers.

GEOFFRION, GEOFFRION,
& CUSSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd December, 1910. 5372

Notice is hereby given that Francois Xavier Décarie, farmer, of the village of Côte Saint Luc and Dame widow Benjamin Décarie, jr., of the same place, the last mentioned es-quality of tutrix to Joseph Marc Décarie, farmer, also of the same locality, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act giving them power and authority to sell the properties bequeathed to the said Francois Xavier and Joseph Marc Décarie by the late Benjamin Decarie, sr., situated in the said locality, and give good and valid title thereto and also for other purpose relating thereto.

FRANCOIS XAVIER DECARIE,
DAME VVE BENJAMIN DECARIE,

Tutrix.

Montreal 20th December, 1910.

5310

Notice is hereby given that the Shawinigan Water & Power Company will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for an act to amend its charter, for the purpose of increasing its capital stock to an amount not exceeding twenty millions of dollars, by resolution passed and approved by the holders of the majority of the subscribed stock.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,

Attorneys for the Shawinigan
Water & Power Co'y.

Three Rivers, 9th December, 1910. 5138

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the incorporation of the territory comprised in cadastral lots Nos. 229 to 244 (inclusive), of the parish of Longueuil, as a village under the name of "The Village of Greenfield Park", and to place the said village under the provisions of the cities' and towns' act, and respecting water connections, improvements, building lines, private streets, arrears and discounts, interest coupons and division into wards.

And for such other purposes as the may be advised in the interest of the municipality.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for applicants.

Montreal, 21st December, 1910. 5330

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation de la Ville de Buckingham" présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour obtenir la revision et la refonte des différentes lois qui la régissent, tout en gardant autant que possible l'ordre des choses établies, en sauvegardant ses droits acquis et ses obligations existantes, et pour la soumettre spécialement à l'opération de la loi de l'acte des Cités et Villes, sauf certaines modifications ayant trait à l'usage des deux langues et à la durée du terme d'office du maire et des échevins, au mode de leur remplacement à leur qualification, à la date des élections et de la préparation de la liste des électeurs, de la nomination, de la population des avis d'élection; de même que quant à la signification des avis des séances ordinaires du conseil, quant au nombre des membres constituant un quorum, et à la manière d'ajourner une séance où il n'y a pas de quorum; et certains pouvoirs additionnels ayant rapport aux bâtisses, aux permis de bâtir et aux honoraires sur ces permis, et à une déclaration de la valeur de toutes constructions nouvelles; à la réglementation des chiens; à la réglementation des voituriers, charretiers et compagnies de transport; au prix de l'octroi des licences d'hôtels au droit de charger une licence aux personnes ne résidant pas dans la ville, y faisant des affaires et y sollicitant des ordres privés; au droit d'aider certaines entreprises industrielles dans ou en dehors de la ville; au taux de l'intérêt qui peuvent être chargé sur arrérages de taxes et au droit d'accorder un escompte sur celles payées dans un temps déterminé; à la prescription des taxes; au droit de prélever une taxe sur les chiens et chiennes, et autre animaux, et sur tout véhicule y compris les automobiles; au droit de charger une taxe sur tout habitant mâle âgé de vingt-un ans demeurant dans la ville depuis six mois et ne payant pas d'autres taxes; sur toute personne mâle âgée de plus de dix-huit ans, résidant dans la ville depuis un mois et y travaillant, et ne payant pas d'autres taxes; sur tout habitant mâle de plus de dix-huit ans, ne demeurant pas dans la ville et qui y travaillent depuis un mois, et ne payant pas d'autres taxes; au devoir des employeurs de fournir une liste de leurs employés travaillant dans la ville; au droit de charger une taxe sur les poteaux érigés dans la ville; ou droit de charger la taxe entière pour toute fraction d'année; au droit de donner les débentures en gage si le marché n'est pas favorable, et de les mettre payables au temps fixé par le conseil; au montant qui peut être emprunté sur billet durant l'année en attendant la perception des taxes; à l'expropriation; au cours ayant juridiction; à la procédure à y suivre et autres fins.

BAUDRY & LANGLOIS,
Procureurs de la Corporation de
la Ville de Buckingham.

Buckingham, 10 décembre 1910. 5187-3

CITE DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Bureau du Greffier de la Cité.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas six cent mille dollars (\$600,000 00), pour payer le coût de pavage de rues et de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour la construction d'un réservoir uni à l'aqueduc, et pour construire des ponts sur la rivière Saint-Charles, dans la cité; pour modifier la composition du conseil de ville en réduisant le nombre des échevins; pour amender la loi concernant la traversée entre Québec et Lévis, et pour autres objets.

H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité de Québec.

Québec, 12 décembre 1910. 5219-3

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "The Corporation of the Town of Buckingham", to obtain a bill for the revision and consolidation of the different laws governing it, preserving as much as possible things as actually existing, safeguarding its acquired rights and its existing obligations, and to submit it specially to the provisions of the law of the Cities and Towns Act, except certain modifications concerning the use of both languages, and the duration of the term of office of the mayor and aldermen, and concerning the mode or replacing them, their qualification, the date of the elections and of the preparation of the lists of election, the nomination, the publication of the notices of election, and also the signification of notices of the ordinary sessions of the council, the number of members necessary to constitute the quorum, the manner of adjourning a session when there is no quorum; and certain additional powers concerning the buildings, permit to build and fees payable for same, and a declaration showing the value of every new constructions; concerning the regulation of the keeping of dogs; the regulation of carriers, carters and carriage or transport companies; the price for granting hotel licences; the right of charging a licence to the persons not residing in the town, doing business therein and soliciting private orders; the right to encourage industrial enterprises within or outside the town; the rate of interest which may be charged on arrears of taxes and to the right to grant a discount on taxes paid within a specified time; the prescription of taxes; the right to levy a tax on dogs and bitches and other animals, and on every vehicle including automobiles; the right to charge a tax on every male inhabitant, aged twenty one, residing in the town since six months and paying every tax; on every male person, aged over eighteen, residing in the town since one month and working therein, and not paying any other tax; on every male person, aged over eighteen, and not residing in the town, and working therein since one month, and not paying any other tax; concerning the duty for the employers to furnish a list of their employees working in the town; the right to levy a tax on every post erected in the town; the right to charge the entire for any fraction of year; the right to pledge the debentures when the market is not favorable, and to make them payable at the time fixed by the council; concerning the amount which could be borrowed on notes during the year, pending the collection of taxes; concerning expropriation; the jurisdiction as to the courts and procedure, follows therein, and other purposes.

BAUDRY & LANGLOIS,
Solicitors for the Corporation of the
Town of Buckingham.

Buckingham, 10th December, 1910. 5188

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City Clerk's Office.

Public notice is hereby given that the city of Quebec shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain authority to borrow a sum not exceeding six hundred thousand dollars (\$600,000.00), to pay the cost of paving streets and works of a permanent nature in streets and public squares of the city; for the building of a reservoir connected with the waterworks; and to build bridges on the river Saint Charles, in the city; to modify the composition of the city council by reducing the number of aldermen; to amend the law concerning the ferry service between Quebec and Lévis, and for other purposes.

H. J. J. B. CHOUINARD,
City Clerk, City of Quebec.

Quebec, 12th December, 1910. 5220

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Prudential Trust Company Limited", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, dûment incorporée sous 8-9 Edouard VII, chapitre 124, de la Puissance du Canada, pour obtenir une loi l'autorisant à faire des affaires dans la province de Québec; accepter de quelque manière qu'elle soit nommée, la position de, et agir, comme fidéicommissaire, exécuteur, administrateur, tuteur, curateur soit pour personne ou propriété, conseiller judiciaire, liquidateur, séquestre, receveur, syndic, auditeur, répondant civil ou judiciaire, agent, procureur et autres positions de même nature; recevoir et tenir toute propriété, meubles et immeubles, propres à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris par ou confié à la compagnie, ou en rapport avec ses affaires en général; émettre des obligations, débetures, débetures-hypothécaires, reçus de dépôts et autres garanties semblables, et exercer tels autres pouvoirs additionnels octroyés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

C. A. BARNARD,
Soliciteur de la requérant.

Montréal, 15 décembre 1910. 5257.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer "The District of Bedford General Hospital".

McKEOWN & BOIVIN,
Soliciteurs des requérants.

Sweetsburg, 17 décembre 1910. 5261.2

Avis est par le présent donné que le soussigné, avocat, Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre à la pratique de la profession légale.

5265.2

GEORGE BELANGER.

Avis est par les présentes donné par Alexis Ringuet, Joseph Husereau, Pierre Roussel, Uranie Baribeau et autres, tous du canton Boyer, comté d'Ottawa, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les septième et huitième rangs du dit canton Boyer, en municipalité séparée, sous le nom de "Municipalité de Boyer Ouest", avec les pouvoirs conférés par le code municipal de la province de Québec, auquel la dite municipalité sera soumise.

THIBAudeau RINFRET,
Procureurs des requérants.

Montréal, 19 décembre 1910. 5289.2

Avis est par les présentes donné par James C. Tory, H. H. Kay, G. E. Williams, G. P. Carreau, R. B. Foster et autres, de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant "The Life Underwriters Association of the province of Quebec", dans le but de promouvoir les intérêts de ses membres, d'établir le commerce d'assurance sur la vie d'une façon efficace et d'obtenir les pouvoirs nécessaires à cet effet.

THIBAudeau RINFRET,
Procureur des requérants.

Montréal, 19 décembre 1910. 5291.2

Avis est par le présent donné que "The Rivermead Golf Club", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans le canton de Hull, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, une association formée pour promouvoir le jeu de golf et autres jeux et

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "The Prudential Trust Company Limited", a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the city of Montreal, province of Quebec, duly incorporated under 8-9 Edward VII, chapter 124, of the Dominion of Canada, for an act to authorize it to carry on business in the province of Quebec; to accept, howsoever appointed, the position of and act as trustee, executor, administrator, tutor, curator either to person or to property, judicial adviser, liquidator, sequestrator; receiver, assignee, auditor, civil or judicial surety, agent, attorney, and other position of a like nature; to receive and hold all property, movable and immovable, convenient to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company or in connection with its business generally; to issue bonds, debentures, mortgage-debentures, trust receipts, and other like securities, and to exercise such other and additional powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

C. A. BARNARD,
Solicitor for applicant.

Montreal, 15th December, 1910. 5258

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The District of Bedford General Hospital".

McKEOWN & BOIVIN,
Solicitors for applicants.

Sweetsburg, 17th December, 1910. 5262

Notice is hereby given that the undersigned, advocate, of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the bar of the said province to admit him to the practice of the profession of law.

5266

GEORGE BELANGER.

Notice is hereby given by Alexis Ringuet, Joseph Husereau, Pierre Roussel, Uranie Baribeau and others, all of the township of Boyer, county of Ottawa, that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to incorporate the 7th and 8th ranges of the said township of Boyer, into a separate municipality, under the name of the Municipality of Boyer West, with the powers given by and under the rule of the municipal code of the province of Quebec.

THIBAudeau RINFRET,
Solicitor for applicants.

Montreal, 19th December, 1910. 5290

Notice is hereby given by James C. Tory, H. H. Kay, G. E. Williams, G. P. Carreau, R. B. Foster and others, all of Montreal, that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to incorporate "The Life Underwriters Association of the province of Quebec", for the purpose of promoting the welfare and interests of its members, and ensuring the proper and efficient carrying on of the business of life insurance and other purposes, and the obtaining of the necessary powers to that effect.

THIBAudeau RINFRET,
Solicitor for applicants.

Montreal, 19th December, 1910. 5292

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Rivermead Golf Club, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the township of Hull, in the county of Wright and district of Ottawa, an association formed for

pour fins sociales, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant sa charte et étendant ses pouvoirs pour lui donner les mêmes droits et privilèges que ceux de "The Ottawa Golf Club", en vertu de la loi 7 Édouard VII, chap. 131, amendée par 9 Édouard VII, chap. 145, et "The Country Club", incorporé par la loi 8 Édouard VII, chap. 157, les deux lois de la dite législature de la province de Québec.

BROOKE & CHAUVIN,
Solliciteurs des dits requérants.

Hull, 7 décembre 1910.

5283.2

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'établir une nouvelle division d'enregistrement, comprenant le nord du comté de Champlain et le nord-ouest du comté de Portneuf.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,
Procureurs des requérants.

Québec, 29 novembre 1910.

4939-5

Avis est par le présent donné que William James Shaughnessy, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, fera une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi autorisant le Barreau de la dite province à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat.

MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Avocats du requérant.

4843.5

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de Rigaud, pour obtenir l'érection en municipalité de ville, sous le titre corporatif de "Ville de Rigaud", et qu'il sera demandé que la dite municipalité soit constituée, conformément aux sections 5256 à 5884, inclusivement, des statuts refondus de la province de Québec, 1909, avec les pouvoirs accordés par la loi des cités et villes, sauf les quelques changements suivants, savoir :

1° La section 5731 R. S. P. Q. "Taxe concernant toute terre en culture, etc., et amendement au rôle, sera remplacée pour la ville de Rigaud.

2° Les sections 5776, 5782 et 5788 concernant les emprunts, seront aussi remplacées pour la ville.

3° Une section sera aussi ajoutée pour la ville de Rigaud pour l'inclusion de certains terrains immédiatement adjacents et contigus aux limites de la dite ville de Rigaud, et autres fins.

CHS. L. CHAMPAGNE,
Procureur du village de Rigaud.

5151-3

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mont Royal s'adressera à la législature de cette province, lors de sa prochaine session, pour demander un amendement à sa charte à l'effet de faire disparaître de la dite charte la limitation des opérations dans cette province.

(Signé) La Compagnie d'Assurance Mont Royal.
J. E. CLEMENT, Jr.,
Gérant de la dite compagnie.

5149-3

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Auguste Emond, étudiant en notariat, de la paroisse de Vaudreuil, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill à l'effet de régulariser la date de la cléricature du soussigné et de faire commencer cette cléricature le 9 octobre 1906, et d'autoriser la Chambre des Notaires de la province de Québec, à admettre le dit Charles Auguste Emond à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

Fait à Montréal, ce dix-huit novembre mil neuf cent dix.

5147.3

CHARLES AUGUSTE EMOND,

promoting the game of golf and other sports and for social purposes, will apply to the said Legislature for an act confirming its charter and extending its powers to give it similar rights and privileges to those enjoyed by the Ottawa Golf Club, under the act 7 Edward VII, chap. 131, amended by 9 Edward VII, chap. 145, and the Country Club, incorporated by the act 8 Edward VII, chap. 157, both acts of the said Legislature of the province of Quebec.

BROOKE & CHAUVIN,
Solicitors for said applicants.

Hull, 7th December, 1910.

5284

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to establish a new registration division, comprising the northern part of the county of Champlain and the north western part of the county of Portneuf.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 29th November, 1910.

4940

Notice is hereby given that William James Shaughnessy, of the city of Montreal, in the province of Quebec, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the said province to admit him to the practice of the profession of advocate.

MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Attorneys for applicant.

4844

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the corporation of the village of Rigaud, for erection into a town municipality, under the corporate title of "Town of Rigaud", and that application will be made that the said municipality be constituted in conformity with sections 5256 to 5884, inclusively, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, with the powers granted by the Cities and Towns' Act, except the following few changes, to wit :

1. Section 5731 R. S. P. Q. "Tax respecting all land under cultivation, &c., and amendment to the valuation roll, shall be replaced for the town of Rigaud.

2. Sections 5776, 5782 and 5788 respecting loans shall also be replaced for the town.

3. A section shall also be added for the town of Rigaud for including certain lands immediately adjacent and contiguous to the limits of the said town of Rigaud, and other purposes.

CHS. L. CHAMPAGNE,
Attorney for village of Rigaud.

5152

Notice is hereby given by the Mount Royal Assurance Company that application will be made to the Legislature of this province, at its next session, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of removing the restriction limiting its operations to this province.

(Signed) The Mount Royal Assurance Company.
J. E. CLEMENT, Jr.,
Manager of the said company.

5150

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Auguste Emond, notarial student, of the parish of Vaudreuil, that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to regularize the date of the studentship of the undersigned, and to have such studentship commence the 9th October, 1906, and to authorize the Board of Notaries of the province of Quebec, to admit the said Charles Auguste Emond to the practice of the notarial profession, after examination.

Done at Montreal, this eighteenth November, nineteen hundred and ten.

5148

CHARLES AUGUSTE EMOND,

Avis est par le présent donné que "The Saraguay Electric and Water Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, établissant des dispositions spéciales pour l'émission de stock privilégié et le droit de vote sur icelui; permettant l'abandon ou rachat de son fonds social soit ordinaire ou privilégié et l'échange du stock ordinaire pour stock privilégié; autorisant la nomination d'un comité exécutif du bureau des directeurs et déterminant ses pouvoirs; ratifiant avec ou sans modifications, règlements ou résolutions déjà passés pour aucun des susdits objets, et de plus ratifier et confirmer les contrats et règlements a'ivants:

1° Entre "The Saraguay Electric and Water Company" et la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, passé devant E. R. Decary, N. P., le 17 décembre 1909.

2° Entre "The Saraguay Electric and Water Company" et le village de Tétreauxville, passé devant E. R. Decary, N. P., le 13 décembre 1909.

3° Entre "The Saraguay Electric and Water Company" et le village du Sault aux Récollets, passé devant C. Paquette, N. P., le 3 décembre 1910.

4° Règlement No. 8 de la ville de Montréal-Est, passé le 9 décembre 1910, et tout règlement amendant icelui, ou autoisant ou pourvoyant à un contrat d'éclairage avec la compagnie.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Solliciteurs de la compagnie.
Montréal, 13 décembre 1910. 5159.3

Avis est par le présent donné que l'honorable François Siméon Tourigny, juge de la cour supérieure, Louis-Philippe Normand, médecin, George Bourgeois, médecin, Philippe L. Lassonde, marchand, William Whitehead, industriel, Auguste Désilets, avocat, et J. A. Tessier, C. R., avocat, tous de la cité de Trois-Rivières, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi, afin d'incorporer "La Ligue Anti-tuberculeuse des Trois-Rivières", dans le but de combattre la tuberculose et de prendre les moyens nécessaires pour en empêcher le progrès.

TESSIER & LACOURSIERE,
Procureurs des requérants.
Trois-Rivières, 12 décembre 1910. 5163.3

Avis est par le présent que le Synode du diocèse de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi 14-15 Vict., chap. 176, connue sous le titre de "Loi des biens temporels de l'église du diocèse de Montréal", pour faire disparaître les doutes quant au pouvoir d'hypothèques en vertu des dispositions de la section XXI de la dite loi, et pour autres fins nécessaires.

L. H. DAVIDSON,
Procureur des requérants.
Montréal, 13 décembre 1910. 5175.3

Avis est par le présent donné que James E. Greenshields, avocat, de la cité de Montréal, et John D. Oppé, courtier, de la cité de Montréal, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant et ratifiant le règlement passé par la corporation de la cité des Trois-Rivières, le huitième jour de juin, mil neuf cent dix, et l'approbation d'icelui par les électeurs municipaux, le treizième jour de juin mil neuf cent dix leur accordant à eux ou à leurs représentants, un aide ou bonus au montant de \$25,000.00 pour l'établissement d'une manufacture de lingerie, et fixant le montant des taxes municipales sur la dite manufacture pendant l'espace de dix années consécutives.

TESSIER & LACOURSIERE,
Procureurs des requérants.
Trois-Rivières, 9 décembre 1910. 5119.3

Notice is hereby given that the Saraguay Electric and Water Company will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act amending its charter, making special provision for the issue of preference stock and the voting power thereof; permitting the surrender or redemption of its capital stock whether common or preferred and the exchange of common for preference stock; authorising the appointment of an executive committee of the board of directors and fixing its powers; ratifying with or without modifications, by laws or resolutions already passed for any of the purposes aforesaid; and further to ratify and confirm the following contracts and by-laws:

1. Between the Saraguay Electric and Water Company and the parish of Pointe aux Trembles, passed before E. R. Decary, N. P., the 17th December, 1909.

2. Between the Saraguay Electric and Water Company and the village of Tetreaultville, passed before E. R. Decary, N. P., the 13th December, 1909.

3. Between the Saraguay Electric and Water Company and the village of Sault aux Recollets, passed before C. Paquette, N. P., the 3rd December, 1910.

4. By-law of the town of Montreal East, No. 8, passed the 9th December, 1910, and any by-law amending the same, or authorizing or providing for a lighting contract with the company.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Solicitors for the company.
Montreal, 13th December, 1910. 5160

Notice is hereby given that the Honorable François Siméon Tourigny, judge of the superior court, Louis Philippe Normand, physician, George Bourgeois, physician, Philippe L. Lassonde, merchant, William Whitehead, manufacturer, Auguste Désilets, advocate, and J. A. Tessier, K. C., advocate, all of the city of Three-Rivers, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate "The Anti-Tuberculosis League of Three Rivers", for the purpose of combating tuberculosis and taking the necessary means to prevent its progress.

TESSIER & LACOURSIERE,
Attorneys for applicants.
Three Rivers, 12th December, 1910. 5164

Notice is hereby given that the Synod of the diocese of Montreal will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend the act 14-15, Vic. cap. 176, known as the church Temporalities' Act of the diocese of Montreal, to remove doubts as to the power to mortgage under the provisions of section XXI of the said act, and otherwise as may be necessary.

L. H. DAVIDSON,
Attorney for applicants.
Montreal, 13th December, 1910. 5176

Notice is hereby given that James N. Greenshields, advocate, of the city of Montreal, and John D. Oppé, broker, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to confirm and ratify the by-law passed by the corporation of the city of Three Rivers, on the eighth day of June, nineteen hundred and ten, and the approval of same by the municipal electors, on the thirteenth day of June, nineteen hundred and ten, granting to them or to their representatives a bonus of \$25,000.00 for the establishment of a linen factory, and fixing the amount of the municipal taxes on the said factory for a period of ten consecutive years.

TESSIER & LACOURSIERE,
Attorneys for applicants.
Three Rivers, 9th December, 1910. 5120

AVIS.

Prenez avis que demande sera faite à la prochaine session de la législature provinciale pour la passation d'une loi ratifiant un acte de vente entre Israel Montreuil, Joseph Simard et Joseph Napoléon Beaumont, de la cité de Québec, et Ferdinand Turgeon, curateur de Madame Henriette Lassiseray, interdite, du No 2281, du cadastre officiel du quartier Champlain, cité de Québec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,
Procureurs des requérants.

5139.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation, sous le nom de "Les Dominicaines du Rosaire", dans le but d'assister et d'instruire les orphelins, les enfants pauvres et autres fins semblables.

J. E. PAQUIN, Ptre,
Solliciteur des requérantes.
Trois-Rivières, 13 décembre 1910. 5153.3

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Autonomie municipale ; réglementation des enseignes lumineuses ; qualification du maire et des échevins ; qualification des électeurs ; élections ; votation ; arrondissements de votation ; comités d'élections ; bureaux de renseignements ; avis aux électeurs ; division des quartiers ayant plus de 6,000 électeurs ; ratification d'une résolution accordant \$5,000 aux sinistrés de Campbellton ; postes de co hers ; droit de vote des compagnies à fonds social ; redistribution des divisions électorales et de la représentation municipale ; limites de l'évaluation des terres en culture dans le quartier Saint-Denis ; expropriations ; annexions ; vente de propriétés pour taxes et annonces à cette fin ; cour de recorder ; juridiction au sujet du recouvrement de taxes dues dans les quartiers annexés ; fédération des conseils municipaux de l'île de Montréal ; matières devant être considérées aux assemblées ajournées du conseil ; referendum ; modification ou abrogation de résolutions du conseil ; procédure pour faire des emprunts, emploi d'iceux et adoption de règlements à ce sujet ; pouvoir du conseil d'adopter, dans certains cas des résolutions comportant dépense d'argent ; ventes d'immeubles à l'amiable ; pose de poteaux, avenue Ontario ; changement du nom du quartier Longue-Pointe ; exemption des commissaires d'agir comme jurés ; expropriation, acquisition ou commutation des chemins à barrières ; fusion des chartes des différentes compagnies de chars électriques ; rôle d'évaluation et de répartition ; taxes et licences ; établissement d'un mont-de-piété municipal ; réglementation de la circulation des automobiles.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.
Hôtel de Ville.
Québec, 12 décembre 1910. 5165.3

Avis est par le présent donné que la Cie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un amendement à sa charte, ayant pour effet de confirmer les privilèges qui lui ont déjà été accordés, et lui octroyant une prolongation de délai pour le parachèvement de son chemin de fer ; aussi d'être autorisée à construire une voie à une seule lisse (monorail) et augmenter son capital action.

PHILEAS CORRIVEAU,
Secrétaire de la compagnie.
Québec, 14 décembre 1910. 5181-3

NOTICE.

Take notice that application will be made at the forthcoming session of the provincial Legislature for an act ratifying a deed of sale between Israel Montreuil, Joseph Simard and Joseph Napoléon Beaumont, of the city of Quebec, and Ferdinand Turgeon, curator of Mrs. Henriette Lassiseray, interdict, of No. 2281, of the official cadastre of Champlain ward, city of Quebec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,
Attorneys for petitioners.

5140

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for incorporation as "Les Dominicaines du Rosaire", for the purpose of helping and teaching the orphans, the poor children and other similar purposes.

J. E. PAQUIN, Priest,
Solicitor for applicants.
Three-Rivers, 13th December, 1910. 5154

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters :

Municipal autonomy ; regulation or illuminated signs ; qualification of the mayor and aldermen ; qualification of electors ; elections ; voting ; polling districts ; electoral committees ; intelligence bureaux ; notices to electors ; division of wards having over 6,000 voters ; ratification of a resolution granting \$5,000 to the sufferers by fire, at Campbellton ; cabstands ; right of joint-stock companies to vote ; redistribution of electoral districts and of municipal representation ; limitation of the valuation of cultivated lands in Saint Denis ward ; expropriations ; annexations ; sale of properties for taxes and advertisements in connection therewith ; recorder's court ; jurisdiction with regard to the recovery of taxes due in annexed wards ; federation of municipal councils on the Island of Montreal ; matters to be considered at adjourned meetings of the council ; referendum ; modification or repeal of resolutions of council ; procedure in connection with the issuing of loans, proceeds thereof how to be applied and adoption of by-laws in this connection ; power of the council to adopt, in certain cases, resolutions involving and expenditure of money ; sale of properties by mutual agreement ; erection of poles on Ontario avenue ; change of name of Longue Pointe ward ; exemption of the commissioners from acting as jurors ; expropriation, acquisition or commutation of turnpike roads ; amalgamation of the charters of the different electric car companies ; assessment and apportionment rolls ; taxes and licenses ; establishment of a municipal pawn-shop ; regulations of traffic of automobiles.

L. O. DAVID,
City clerk.
City Hall,
Montreal, 12th December, 1910. 5166

Notice is hereby given that the Quebec and Island of Orleans Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining an amendment to its charter, to confirm the privileges which have already been conferred on it, and granting it an extension of time for the completion of its railway line ; also to be authorized to construct a monorail road and increase its capital stock.

PHILEAS CORRIVEAU,
Secretary of the company.
Quebec, 14th December, 1910. 5182

Avis est par les présentes donné que M. Jules Marion, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la dite province, à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat après examen final.

MONTY & DURANLEAU,

Procureurs du requérant.

Montréal, 9 décembre 1910. 5123-3

Avis est par le présent donné que James N. Greenshield, avocat, de la cité de Montréal; et Charles R. Whitehead, industriel, de la cité des Trois-Rivières, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant et ratifiant les règlements passés par la corporation de la cité des Trois-Rivières, le 7 novembre 1910, leur accordant à eux ou leur représentant une exemption de taxes pour l'établissement d'une manufacture de pulpe et de papier sulfate, dans la cité des Trois-Rivières; et par les commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières leur accordant à eux ou leur représentant une réduction de taxes scolaires pour l'établissement d'une manufacture de pulpe et de papier sulfate en la cité des Trois-Rivières.

TESSIER & LACOURSIERE,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 7 décembre 1910. 5121-3

Avis est par le présent donné que "The Montreal Street Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement les lois concernant la dite compagnie, dans le but d'augmenter le nombre de ses directeurs, et généralement pour obtenir les pouvoirs nécessaires à ces fins.

THIBAudeau RINFRET,

Procureur de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1910. 5189-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation en vertu de la loi des cités et villes, afin de détacher du village de la Pointe Claire et de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, ces lots de terre connus comme numéros de cadastre 39 à 49 inclusivement, et numéro de cadastre 94, et une partie du numéro de cadastre 9C, la propriété d'un nommé W. S. Clouston, le dit territoire étant borné au nord par les lots de cadastre numéros 130 et 108, au sud par le Lac Saint-Louis, à l'est par le lot de cadastre numéro 50, et à l'ouest par la partie restante du lot de cadastre numéro 99, non incluse, et les lots de cadastre numéros 93 et 95, ensemble avec toutes les subdivisions des dits numéros de cadastre, et les ériger en une corporation séparée devant être connue sous le nom de "Cedar Park", la dite corporation devant être constituée comme municipalité en vertu de la loi des cités et villes, avec telles modifications quant à la taxe sur propriété et autres dispositions de la dite loi, suivant qu'il sera jugé à propos.

H. A. HUTCHINS,

Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1910. 5041-4

Avis est par les présentes donné que madame veuve John Roberts, de la cité de Québec, et ses deux fils, Harry Roberts, de la cité de Québec, gentilhomme, et Amos Roberts, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à vendre leurs propriétés situées en la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, et à donner bon et valable titre.

LARUE & LARUE,

Notaires.

Québec, 7 décembre 1910. 5051-4

Notice is hereby given that Jules Marion, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the said province, to admit him to the practice of the profession of the law after final examination.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 9 h December, 1910. 5124

Notice is hereby given that James N. Greenshield, advocate, of the city of Montreal, and Charles R. Whitehead, manufacturer, of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming and ratifying the by-laws passed by the corporation of the city of Three Rivers, on the seventh of November, 1910, granting to them or their representative an exemption from taxes for the establishment of a pulp and sulphate paper factory, in the city of Three Rivers; and by the school commissioners of the city of Three Rivers granting to them or their representative a reduction in school taxes for the establishment of a pulp and sulphate paper factory, in the city of Three Rivers.

TESSIER & LACOURSIERE,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 7th December, 1910. 5122

Notice is hereby given that "The Montreal Street Railway Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the acts relating to the said company, to increase the number of its directors, and generally for all powers necessary for the above purposes.

THIBAudeau RINFRET,

Attorney for applicant.

Montreal, 14th December, 1910. 5190

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act of incorporation under the Cities and Towns' Act, to detach from the village of Pointe Claire and from the parish of Saint Joachim de Pointe Claire, those certain lots of land known as cadastral numbers 39 to 49 inclusive, and cadastral number 94, and a part of cadastral number 99, the property of one W. S. Clouston, said territory being bounded on the north by cadastral lots numbers 130 and 108, and on the south by Lake Saint Louis, and on the east by cadastral lot number 50, and on the west by the remaining portion of cadastral lot number 99 not herein included, and cadastral lots numbers 93 and 95, together with all the subdivisions of the said cadastral numbers, and form the same into a separate corporation to be known as "Cedar Park", said corporation to be constituted a municipality under the Cities and Towns' Act, with such modifications as to taxation of property and other provisions of the said act as may be deemed advisable.

H. A. HUTCHINS,

Attorney for applicants.

Montreal, 6th December, 1910. 5042

Notice is hereby given that Mrs. widow John Roberts, of the city of Quebec, and her two sons, Harry Roberts, of the city of Quebec, gentleman, and Amos Roberts, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act giving them power and authority to sell their properties situated in the parish of Sainte Foye, in the county of Quebec, and give good and sufficient title therefor.

LARUE & LARUE,

Notaries.

Quebec, 7th December, 1910. 5052

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et donner au conseil les pouvoirs suivants :

Réglementer la construction des maisons et bâtiments en général ; prohiber les usines aux certaines rues et assurer la symétrie des édifices ; obtenir l'autorisation de compléter les systèmes d'égouts et d'aqueduc de la ville ; faire définir le droit de la ville de conduire ses drains dans le fleuve fleuve Saint-Laurent et obtenir pouvoirs de transiger avec les commissaires du havre de Montréal ; obtenir l'autorisation de poser des pavages permanents sur les rues Notre-Dame, Sainte-Catherine, Ontario et sur la rue Lasalle, de la rue Notre-Dame à la voie du Canadian Northern, et sur certaines autres parties de rues ; obliger les propriétaires sur ces rues à relier leurs immeubles aux services municipaux, ainsi qu'à exécuter d'autres travaux permanents et améliorations ; faire ratifier plan d'homologation de la rue Sherbrooke.

Autorisation d'assister à la construction et entretien d'un hôpital ; organiser une bibliothèque municipale ; compléter l'Hôtel de Ville, et faire des arrangements avec la Compagnie d'Exposition Industrielle de Montréal.

Amender la procédure pour la vente des immeubles pour taxes ; imposer amendes pour infractions aux règlements et faire tous règlements généralement pour la bonne administration de la ville.

Faire définir ce que comprennent les immeubles ; faire ou ratifier des arrangements avec la "Montreal Water & Power Company" ; règlements concernant l'hygiène et la paix publique ; définir les pouvoirs de l'inspecteur des bâtiments.

L. J. S. MORIN,

5059-4 Procureur de la ville de Maisonneuve.

Avis que les syndics de Saint Denis, Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur permettant de verser à la fabrique de la paroisse de Saint-Denis, pour aider à la construction de l'église et du presbytère, l'excédent du montant collecté par eux en vertu de la loi 63 Vict., ch. 94, sur le montant requis pour payer l'intérêt et l'amortissement dont il est question dans la dite loi.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1910. 5061-4

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que la corporation du village du Sault au Récollet s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à contracter pour certaines améliorations, autorisant et ratifiant divers règlements, contrats et engagements faits à ce sujet, réglant son pouvoir d'emprunt et le mode d'amortissement de sa dette, lui accordant certains pouvoirs distincts et différents de ceux établis par le code municipal au sujet de ce qui précède, et pour autres fins.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Procureurs du village du Sault-au-Récollet.

Montréal, 6 décembre 1910. 5057-4

Avis est par le présent donné que Charles Dumontier, étudiant en médecine, de la cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi à l'effet de régulariser son brevet de cléricature et de lui permettre de pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

LACHAPPELLE & DENIS,

Procureurs du requérant.

Montréal, 3 décembre 1910. 5055-4

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter, and to give to the council the following powers :

To regulate the construction of houses and buildings in general ; to prohibit factories on certain streets, and to secure the symmetry of buildings ; to obtain the authorization to complete the sewers and water system of the town ; to cause the right of the town to drain its sewers in the river Saint Lawrence to be defined and to get power to transact with the harbour commissioners of Montreal ; to be authorized to lay permanent pavements on Notre-Dame, Sainte-Catherine and Ontario streets and on Lasalle street to the Canadian Northern Railway's tracks, and on certain other portions of streets ; to oblige the proprietors on these streets to connect their immovables to the municipal services, and also to make other permanent works and ameliorations ; to ratify the homologation plan of Sherbrooke street ;

Authorization to aid the building and maintaining of an hospital ; to organized a municipal library ; to complete the Town's Hall, and to make an agreement with the Montreal Industrial Exhibition Company.

To amend the procedure for the sale of immovables for taxes ; to fine these infringing by-laws and to make all by-laws generally for the good administration of the town.

To define what is meant by immoveable ; to enter into or ratify agreement with The Montreal Water & Power Company ; by-laws relating to hygiene and public peace ; to define the powers of building inspector.

L. J. S. MORIN,

5060 Attorney for the town of Maisonneuve.

Notice that the syndics of Saint Denis, Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an act authorizing them to pay to the fabrique of the parish of Saint Denis, for the construction of the church and parsonage, the excess of the sum collected by them under the law 63 Vict., ch. 94, over the amount required to pay the interest and annuity in question in said law.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1910. 5062

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the village of Sault au Récollet will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill authorizing and ratifying divers by-laws, contracts and undertakings in regard thereto, fixing its borrowing powers, the mode of redeeming its debt, granting certain distinct and different powers from those of the municipal code, in relation to the foregoing and for other purposes.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Attorneys for the village of Sault au Récollet.

Montreal, 6th December, 1910. 5058

Notice is hereby given that Charles Dumontier, medical student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to regulate his certificate of studentship and to permit him to practice medicine in the province of Quebec, after examination.

LACHAPPELLE & DENIS,

Attorneys for applicant.

Montreal, 3rd December, 1910. 5056

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement la loi 56 Vict., ch. 86, concernant "Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", dans le but de leur assurer une meilleure administration, en les substituant à "Le bien des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Lévis".

ADJUTOR ROY,

Procureur des requérants.

Lévis, 30 novembre 1910.

4989.4

Avis est par les présentes donné que les soussignés, MM. Adjutor Rivard, avocat, Eugène Rouillard, employé de l'administration, et Joseph Evariste Prince, avocat, tous trois de Québec, demanderont à la législature de Québec, dès la première session qui suivra cet avis, qu'une charte soit accordée à la Société du Parler Français au Canada. La dite société devra porter le même nom corporatif et avoir pour objet la conservation, l'extension, la culture de langue et de la littérature françaises au Canada.

ADJUTOR RIVARD,
EUG. ROUILLARD,
J. E. PRINCE.

Québec, 25 novembre 1910.

4991.4

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné qu'il sera fait une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi modifiant une clause du testament de feu Aimé Joseph Achille Roberge, et ratifiant un certain acte de vente consenti par les légataires à F. X. Roy, devant M^{re} Henri Brouillet, N. P., le 26 novembre 1910.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Procureurs du requérant.

Montréal, 1er décembre 1910.

4993.4

Avis est donné par les présentes que les syndics de la paroisse "du Saint-Enfant-Jésus de Montréal" feront demande à la prochaine session de la législature de la province de Québec, qu'une loi soit passée amendement le statut 62 Victoria, chap. 91, de manière à changer la date et le mode de prélèvement des cotisations d'églises et pour autres fins semblables.

MONTY & DURANLEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 novembre 1910.

5013.4

Avis est par les présentes donné que Gilbert Leduc, Gilbert Leduc, fils, Benjamin Leduc, de la paroisse de Lachine, s'adresseront à la législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant certains actes de partage et acte de vente des biens de la substitution de feu Gilbert Leduc, et pour autre fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,

Procureur des requérants.

Montréal, 22 décembre 1910.

5361.2

Avis est par le présent donné que George Leonard Alexander, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre à la pratique de la profession légale après examen final.

HICKSON & CAMPBELL,

Procureurs du requérant.

Montréal, 26 novembre 1910.

4915.5

Avis est donné par les fabriciens de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la

Notice is hereby given that application will be made at the next session of Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to amend the law 56 Vict., ch. 86, concerning "Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", for the purpose of assuring them a better administration in substituting them to "Le bien des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Lévis".

ADJUTOR ROY,

Attorney for applicants.

Levis, 30th November, 1910.

4990

Notice is hereby given that the undersigned, Messrs. Adjutor Rivard, advocate, Eugène Rouillard, government employee, and Joseph Evariste Prince, advocate, all three of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at the session following this notice, for a charter to be granted to the "Société du Parler Français au Canada". The said society shall bear the same corporate name and have for object the preservation, extension, culture of the french language and literature in Canada.

ADJUTOR RIVARD,
EUG. ROUILLARD,
J. E. PRINCE.

Quebec, 25th November, 1910.

4992

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act modifying a clause of the last will and testament of late Aimé Joseph Achille Roberge, and confirming a deed of sale by the legatees to F. X. Roy, received before Henri Brouillet, N. P., on the 26th November, 1910.

PELLETIER, LETOURNEAU,

& BEAULIEU.

Solicitors for applicants.

Montreal, 1st December, 1910.

4994

Notice is hereby given that the trustees of the parish of "Saint-Enfant-Jésus de Montréal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending 62 Vict., ch. 91, in order to change the date and manner of levying church taxes and assessments and for other similar purposes.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 30th November, 1910.

5014

Notice is hereby given that Gilbert Leduc, Gilbert Leduc, jr., Benjamin Leduc, of the parish of Lachine, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act ratifying certain deeds of partition and sale of the immovables of the substitution created by the late Gilbert Leduc, and for other purposes relating thereto.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 22nd December, 1910.

5362

Notice is hereby given that George Leonard Alexander, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the said province to admit him to the practice of the profession of the law after final examination.

HICKSON & CAMPBELL,

Attorneys for applicant.

Montreal, 26th November, 1910.

4916

Notice is hereby given that the curé and marguilliers of l'église et fabrique of the parish of Saint-Viateur d'Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of

loi "1 George V, chapitre 105", afin d'augmenter le pouvoir d'emprunt de \$100,000.00 à \$125,000.00.

BESSETTE & FARIBAUT,
Procureurs des dits fabriciens.

Montreal, 30 novembre 1910. 4937-5

La Compagnie Immobilière de Montréal-Est demandera l'adoption d'une loi, par la législature de Québec, à sa prochaine session, à l'effet de confirmer et ratifier, à toutes fins que de droit, la renonciation faite par Hilaire Dubreuil et uxors en faveur de Victor Dubreuil et al. passée devant Mtre Jean B. Latour, notaire, à Montréal, le 10 août 1910, et la vente passée le même jour et devant le même notaire, par Victor Dubreuil et al. à J. T. Rémus Laurendeau, de l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro quarante-quatre (No 44), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, la dite Compagnie Immobilière de Montréal-Est étant aux droits de J. T. Rémus Laurendeau.

O. A. LAMOTHE,
Procureur de la requérante.

Montréal, 12 décembre 1910. 5171-3

Avis est par le présent donné que le Pasteur et marguilliers de l'église de Saint-Mathias, de la cité de Westmount et diocèse de Montréal, corps incorporé, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à emprunter de l'argent, aux termes et conditions qui peuvent être approuvés sur garantie de la propriété de la dite église ou en vertu des droits de telle corporation, et dans le but de construire une église et autres bâtiments pour les services ecclésiastiques ou de paroisse des dites église et paroisse.

BOYER & GOSSELIN,
Procureurs des dits requérants.

Montréal, 29 novembre 1910. 4957-5

Avis est par le présent donné que "The Trustees and Securities Insurance Corporation, Limited, of Winchester House, rue Old Broad, London, E. C., Angleterre, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à faire des affaires dans la province de Québec, et exercer et jouir des pouvoirs d'icelle, et en particulier faire les affaires d'une compagnie de fidéicommiss dans toutes ses branches, nonobstant toutes les lois générales de la province pour le contraire, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY
& McMICHAEL,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1910. 5253-3

Avis est par les présentes donné que les Prévoyants du Canada demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un acte amendant sa charte aux fins de maintenir le Conseil de Surveillance, pourvoir au remplacement des directeurs, et autres fins.

ANTONI LESAGE,
5067-4 Secrétaire-trésorier.

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal soumettront à la législature de Québec, à sa prochaine session, un bill demandant : 1° de confirmer en tant que besoin peut être, la vente que leur a consentie Dame Marguerite Gauthier, veuve Daniel Quinn, suivant acte passé le 26 mars 1907, devant Mtre E. Prud'homme, N. P., de l'immeuble désigné sous le No 6, du cadastre du village de la Côte-des-Neiges ; 2° de rendre applicables à tout le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges les dispositions du code municipal et celles de la loi des cités et villes, déclarant non imposables les cimetières.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Procureurs des pétitionnaires.

Montréal, 14 décembre 1910. 5237-3

Quebec, at its next session, to amend the law "1 George V, chapter 105", in order to obtain the right to borrow \$125,000.00 instead of \$100,000.00.

BESSETTE & FARIBAUT,
Solicitors for the said church wardens.

Montreal, 30th November 1910. 4938

"La Compagnie Immobilière de Montréal-Est" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to confirm and ratify to all intents and purposes the renunciation made by Hilaire Dubreuil et uxors, in favor of Victor Dubreuil et al. passed before Mtre Jean B. Latour, notary, of Montreal, on the 10th August, 1910, and the sale passed on the same day and before the same notary, by Victor Dubreuil et al. to J. T. Rémus Laurendeau, of the immoveable known and designated as being number forty four (No. 44), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, the said "Compagnie Immobilière de Montréal-Est" being of the rights of J. T. Rémus Laurendeau.

O. A. LAMOTHE,
Attorney for applicant.

Montreal, 12th December, 1910. 5172

Notice is hereby given by the Incumbent and the churchwardens of the Church of Saint Mathias, of the city of Westmount and diocese of Montreal, a body corporate, that it will apply at the next session of the Quebec Legislature for an act authorizing it to borrow money, upon such terms and conditions as may be approved upon the security of the property of said church or vested in such corporation, and for the purpose of erecting a church and other buildings for the uses ecclesiastical or parochial of the said church and parish.

BOYER & GOSSELIN,
Attorneys for said applicants.

Montreal, 29th November, 1910. 4858

Notice is hereby given that the "Trustees Executors and Securities Insurance Corporation Limited, of Winchester House, Old Broad street, London, E. C., England, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing it to do business in the province of Quebec, and to exercise and enjoy its powers therein, and in particular to carry on the business of a trust company in all its branches, notwithstanding any general laws of the province to the contrary, and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicants.

Montreal, 15th December, 1910. 5254

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Prévoyants du Canada, for an act in order to amend their charter providing to the ever standing of the Supervisory Board, the filling of vacancies on the board of directors, and other purposes.

ANTONI LESAGE,
5068 Secretary treasurer.

The Curé and the church-wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame de Montréal will apply to the Legislature of Quebec, at the next session, for the passing of an act : 1. to confirm, in so far as may be necessary, the sale to them by Dame Marguerite Gauthier, widow Daniel Quinn, by deed passed on 26th March, 1907, before Mtre E. Prud'homme, N. P., of the property known as No. 6, of the cadastre of the village of Côte des Neiges ; 2. to make applicable to the whole cemetery of Notre Dame des Neiges the dispositions of the municipal code and of the cities and towns act, declaring that the cemeteries are not taxable.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Petitioners' attorneys.

Montreal, 14th December, 1910. 5238

AVIS PUBLIC.

Avis est donné par Charles P. Tucker, gérant, George E. Southee, commis, William W. Dunlop, rentier, tous de la ville d'Outremont, qu'ils s'adresseront, avec d'autres résidents de la dite ville, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi aux fins d'amender l'acte de cette province, 58 Vict., chap. 55, de manière à ce que la dite législature :

- 1° Détermine les limites et fixe le nombre de quartiers de la dite ville ;
- 2° Fixe le nombre de conseillers pour chaque quartier, et détermine la durée de leur terme d'office ;
- 3° Pourvoie à l'élection du maire par le vote des contribuables.

A. H. TANNER,
Procureur des requérants.

204, Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 5 décembre 1910.

5019.4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant "La Compagnie du Chemin de Fer Kamouraska et L'Islet", avoir le pouvoir de construire un chemin de fer aux endroits ci-après décrits :

D'un point quelconque, près de l'église paroissiale, dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, dans le comté de Kamouraska ; de là, gagnant vers la gare du chemin de fer Intercolonial, pour faire connection avec ce dit chemin de fer ; de là, gagnant vers le sud jusqu'au chemin de fer Transcontinental National, dans la paroisse de Sainte-Perpétue, dans le comté de L'Islet, pour faire connection avec le chemin de Québec Central, dans le dit comté de L'Islet ;

De la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, gagnant vers le nord-est jusqu'à l'endroit appelé "Pointe de la Rivière-Ouelle", et de là, se dirigeant jusqu'au quai de Rivière-Ouelle, pour faire connection avec l'embranchement du chemin de fer Intercolonial, à cet endroit, dans le comté de Kamouraska, et pour faire connection avec les bateaux qui font et qui feront le service de la traversée du fleuve Saint-Laurent, à cet endroit, entre la côte sud et la côte nord ;

Avec le pouvoir d'acquérir des quais, des éleveurs et autres immeubles, et pouvoir d'acquérir et de naviguer des vaisseaux ; d'exploiter le dit chemin de fer et les dits vaisseaux par les moyens de la vapeur, de l'électricité ou de la gasoline, ou par toute autre manière avantageuse à la compagnie ; de produire l'énergie électrique et d'en disposer ; de construire et d'exploiter des lignes de télégraphe et de téléphone en rapport avec le dit chemin de fer, et de percevoir des taxes pour l'usage des dites lignes de téléphone et de télégraphe par le public ; avec aussi le pouvoir de s'amalgamer avec d'autres compagnies ; et avec le pouvoir de construire, acquérir et exploiter des hôtels, restaurants et des parcs, et avec tous les autres pouvoirs généraux qui sont d'usage en pareil cas ;

Le bureau chef de la dite compagnie sera sis en la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska.

ADOLPHE STEIN,
Procureur des requérants.

Fraserville, 1er décembre 1910.

5043.4

Avis est par le présent donné que "The Womens Christian Association of Quebec" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, en changeant le nom de la dite association, de "The Womens Christian Association of Quebec," pour celui de "The Young Womens Christian Association of Quebec."

A. ROBERTSON,
Solliciteur de la requérante.

Québec, 7 décembre 1910.

5047-4

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given by Charles P. Tucker, manager, George E. Southee, clerk, William W. Dunlop, gentleman, all of the town of Outremont, that they will, with other residents of the said town, apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act of this province, 58 Vict., ch. 55 and amendments thereto, in order that the said Legislature may :

1. Define the limits and fix the number of wards of the said town ;
2. Fix the number of councillors for each ward and their terms of office ;
3. Provide for the election of the mayor by vote of the rate-payers.

A. H. TANNER,
Attorney for applicants.

204, Saint James, Montreal.
Montreal, 5th December, 1910.

5020

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company under the name of "The Kamouraska and L'Islet Railway Company", with power to construct a railway at the points hereafter described :

From any point, near the parish church, in the parish of Sainte Anne de la Pocatière, in the county of Kamouraska ; from that place, going towards the station of the Intercolonial railway, to connect with this line ; from that place, going southerly up to the National Transcontinental Railway, in the parish of Sainte Perpétue, county of L'Islet, to join the Quebec Central Railway, in the said county of L'Islet ;

From the said parish of Sainte Anne de la Pocatière, north easterly to "Rivière Ouelle Point", and from that place to River Ouelle wharf, to join the branch-line of the Intercolonial Railway, there, in the county of Kamouraska, and to connect with the ferry boats actually running and that may run later on Saint Lawrence river, at this spot, between the south and north shores ;

With power to acquire wharves, elevators and other facilities, and with power to acquire and navigate vessels ; to run the said railway and the said vessels by means of steam, electricity or gasoline, or by any other means advantageous for the company ; to generate and use electrical energy, and to dispose thereof ; to construct and operate telegraph and telephone lines in connection with the said railway, and to charge tolls for the use thereof, by the public ; with also power to amalgamate with other companies ; and with the power to construct, acquire and manage hotels, restaurants and parks, and with other usual and customary powers ;

The principal place of business of this company will be at Sainte Anne de la Pocatière, county of Kamouraska.

ADOLPHE STEIN,
Solicitor for petitioners.

Fraserville, 1st December, 1910.

5044

Notice is hereby given that "The Womens Christian Association of Quebec" will petition the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to amend its charter, by changing the name of the said association from "The Womens Christian Association of Quebec", to "The Young Womens Christian Association of Quebec".

A. ROBERTSON,
Solicitor for petitioners.

Quebec, 7th December, 1910.

5048

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en municipalité de ville sous le nom corporatif de "Ville de Bay-View", de tout le territoire formant maintenant partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier, et connu et désigné sous les numéros trois cent cinq à trois cent vingt-huit, inclusivement, et les numéros deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cents, trois cent un et la partie du numéro trois cent quatre, appartenant à Leslie Dowker ou représentants, comprise entre le chemin public et la rivière Ottawa, du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne, avec et y compris les subdivisions des lots originaires ci-dessus mentionnés, et aussi le terrain occupé dans le même territoire par les chemins de fer du Grand-Tronc, du Canada et Ontario & Québec ou Chemin de Fer Pacifique Canadien et la Provincial Light, Heat & Power Company, et qu'il sera demandé que la dite municipalité soit constituée conformément aux articles 5256 à 5884, inclusivement, des statuts refondus de la province de Québec de 1909, en y ajoutant des clauses dérogatoires quant à ce qui concerne la qualification pour occuper les charges municipales, les listes électorales, les élections, la vente des liqueurs, la taxe à être imposée sur les immeubles et sur certains négoce et pour autres fins.

PELLETIER & PELLETIER.

Procureurs des requérants

Montréal, 7 décembre 1910.

5069.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "Richmond, Magog and Stanstead Railway Company", avec entre autres les pouvoirs suivants :

Arpenter, tracer, construire, équiper, maintenir et mettre en opération une ligne ou lignes de chemin de fer dans le district de Saint François, d'un point à ou près de la ville de Richmond, dans le comté de Richmond, à un point à ou près de la ville de Magog, dans le comté de Stanstead, et de là à un point à ou près du village de Stanstead Plain, dans le dit comté de Stanstead, et traverseront la dite ville de Richmond et les cantons de Melbourne, Brompton, Orford, Hatley, Magog et Stanstead, y compris une ligne d'embranchement ou lignes d'embranchement n'ayant pas plus que vingt milles de longueur.

Construire, équiper, naviguer des vaisseaux à vapeur ou autres pour le transport des passagers, marchandises et cargaisons en rapport avec son entreprise, et construire, acquérir et maintenir des bassins, quais, entrepôts, embarcadères et jetées dans tous les endroits sur son chemin de fer ou en rapport avec icelui.

Construire et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone le long de son chemin de fer et percevoir des péages pour la transmission de messages sur icelles.

Obtenir tous les pouvoirs légaux et nécessaires mentionnés dans la loi concernant les chemins de fer, contenue dans les statuts refondus de Québec, articles 6467 et suivants.

Entrer en aucune convention ou aucun arrangement ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies de chemin de fer.

Placer, construire et maintenir un pont pour les fins de son chemin de fer à travers la rivière Saint François, entre la ville de Richmond et le village de Melbourne.

HURD, FRASER,
MACDONALD & RUGG,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 5 décembre 1910.

5095.4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the erection into a town municipality under the corporate name of "Town of Bay-View" of all the territory now forming part of the municipality of the parish of Sainte Anne, in the county of Jacques-Cartier, and known and designated under the numbers three hundred and five to three hundred and twenty eight, inclusively, and the numbers two hundred and ninety nine, three hundred, three hundred and one and the part of number three hundred and four, pertaining to Leslie Dowker or representatives, contained between the public road and the Ottawa river, of the cadastre of the parish of Sainte Anne, with and including the subdivisions of primitive lots hereinabove mentioned, and also the land occupied in the same territory by the Grand Trunk, Canada Ontario and Quebec or Canadian Pacific railways and the Provincial Light, Heat & Power Company, and that said municipality be erected in conformity with sections 5256 to 5884 inclusively of the revised statutes of Quebec of 1909, by adding thereto derogatory clauses concerning the qualification for holding municipal offices, the electoral lists, elections, the sale of liquors, the tax to be imposed on real estates and on certain businesses and for other purposes.

PELLETIER & PELLETIER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th December, 1910.

5070

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof for an act to incorporate a company, under the name of the "Richmond, Magog and Stanstead Railway Company", with the following among other powers :

To survey, lay out, construct, equip, maintain and operate a line or lines of railway in the district of Saint Francis, from a point at or near the town of Richmond, in the county of Richmond, to a point at or near the town of Magog, in the county of Stanstead, and thence to a point at or near the village of Stanstead Plain, in the said county of Stanstead, and crossing the said town of Richmond and the townships of Melbourne, Brompton, Orford, Hatley, Magog and Stanstead, including a branch line or branch lines no one of which shall be more than twenty miles in length.

To construct, equip and navigate steam and other vessels for the conveyance of passengers, merchandise and cargoes in connection with its undertaking, and to construct, acquire and maintain docks, wharves, warehouses, slips and piers in all places on its railway or in connection with it.

To construct and operate telegraph and telephone lines along its railway and to collect tolls for the transmission of messages thereon.

To obtain all lawful and necessary powers set forth in the law respecting railways contained in the revised statutes of Quebec, articles 6467 and seq.

To enter into any agreement or arrangement or to amalgamate with any other railway company or companies.

To lay out, construct and maintain a bridge for the purposes of its railway across the river Saint Francis, between the town of Richmond and the village of Melbourne.

HURD, FRASER,
MACDONALD & RUGG,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 5th December, 1910.

5096

AVIS.

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

Pour que le vote aux élections municipales soit donné d'après le mode du vote au scrutin de liste générale, et non au scrutin de liste par quartiers ou arrondissements, et pour modifier en conséquence la liste des électeurs ainsi que le système actuel de votation ; pour réduire le nombre actuel des échevins ainsi que leur terme d'office ; pour changer la taxe sur les personnes étrangères ou non résidentes dans la cité, ainsi que la taxe sur les fonds de commerce ; pour prohiber certains jeux et amusements dans les hôtels ou autres places publiques ; pour autorisation à émettre des débetures additionnelles pour l'achat ou la construction de bateaux passeurs, (traversiers), pour l'amélioration des rues, chemins, (squares), et autres places publiques, et pour d'autres fins.

L. T. DESAULNIERS,
Sec.-Trés., cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 14 décembre 1910. 5233.3

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Philias Groulx, cultivateur, de la paroisse de Saint Laurent, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi confirmant certains actes de vente et transport par Henri Groulx, Joseph Groulx, père, et Nicolas Groulx, à Philias Groulx, et autres fins.

PHILIAS GROULX,
Pétitionnaire.

Montréal, 14 décembre 1910. 5235.3

Avis est par le présent donné que les révérendes Sœurs de la Charité de Québec demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi à l'effet d'annexer pour toutes fins civiles, leur Sanatorium Villa Mastai, actuellement compris dans les limites de la cité de Québec, à leur propriété voisine l'Asile Saint Michel Archange, laquelle a été érigée en paroisse distincte, pour toutes fins civiles, sous le nom de paroisse de Saint-Michel Archange, par le statut de Québec, 60 Victoria, chapitre 72.

BEDARD, CHALOULT & PREVOST,
Procureurs des requérants.

Québec, 15 décembre 1910. 5227.3

Avis est par les présentes donné que J. C. Routhier, médecin-chirurgien, de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, l'adoption d'une loi autorisant le collège de médecins et chirurgiens de la dite province à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la dite province.

WILFRID BESSETTE,
Procureur du requérant.

97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 5 décembre 1910. 5239-3

Avis est présentement donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte à l'effet d'amender et refondre la charte de "La Société Saint-Jean Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield", pour changer son nom d'incorporation, obtenir de nouveaux pouvoirs quand à son administration et, en général, tous les pouvoirs édictés par la loi concernant les sociétés de secours mutuels en cette province.

Salaberry de Valleyfield, ce douzième jour de décembre mil neuf cent dix.

E. POIRIER,
Secrétaire.

NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

That voting to municipal elections be given after the mode of general vote by ticket, and not by quarters or districts vote by ticket, and to consequently modify the electors' roll as well as the actual voting mode : to reduce the actual number of aldermen, as well as their term of office ; to change tax on strangers or people not residing in the city, as well as tax on stock in trade ; to interdict certain plays or amusements in hotels or other public places ; for authorization to issue additional debentures for the purchase or construction of ferry-boats ; for the improvement of streets, ways, squares, and other public places, and for other purposes.

L. T. DESAULNIERS,
Sec.-Treas., city of Three Rivers.

Three Rivers, 14th December 1910. 5234

Public notice is hereby given by the undersigned, Philias Groulx, of the parish of Saint Laurent, farmer, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passation of a bill to confirm certain deeds of sale and transfer by Henri Groulx, Joseph Groulx, senior, and Nicolas Groulx, to Philias Groulx, and other purposes.

PHILIAS GROULX,
Petitioner.

Montreal, 14th December, 1910. 5236

Notice is hereby given that the reverend Sisters of Charity of Quebec will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to annex for all civil purposes their Sanatorium Villa Mastai, now comprised within the limits of the city of Quebec, to their adjoining property the Asylum of Saint Michael the Archangel, which has been erected into a separate parish, for all civil purposes, under the parochial name of Saint Michael the Archangel, by the statute of Quebec, 60 Victoria, chapter 72.

BEDARD, CHALOULT & PREVOST,
Attorneys for applicants.

Quebec, 15th December, 1910. 5228

Notice is hereby given that J. C. Routhier, physician and surgeon, of the city of Montreal, will at the next session of the Quebec Legislature, ask for the passing of a bill authorizing the college of physician and surgeons, of the province of Quebec, to admit him amongst its members and grant him the necessary license to practice medicine and surgery and obstetrics in this province.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for the petitioner.

97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 5th December, 1910. 5240

Notice is by these presents given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and consolidate the charter of "La Société Saint-Jean Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield", to change the name of the same, grant new rights touching its administration and, in general, all the rights granted by-law to the mutual benefit associations in this province.

Salaberry of Valleyfield, this twelfth day of December, one thousand nine hundred and ten.

E. POIRIER,
Secretary.

Avis est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le très honorable Sir Henri Elzéar Taschereau, de la cité d'Ottawa, juge en chef du Canada (en retraite), pour une loi l'autorisant à vendre et transporter les rentes constituées seigneuriales non rachetées et les capitaux d'icelles, dont il est maintenant en jouissance et possession dans les seigneuries Joliette, Sainte-Marie Nord Est, Sainte-Marie Sud-Ouest et Saint-Joseph Nord-est, les dites rentes telles qu'établies par les cadastres des dites seigneuries pour les parts d'icelles possédées alors par les héritiers de feu Pierre Elzéar Taschereau, sous les numéros 45, 47, 48 et 49 déposés au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec, suivant avis public en conformité au statut dans la "Gazette Officielle" du 18 juillet 1863, et pour valider et ratifier telle vente, dans le cas où elle serait antérieurement consentie par le dit Sir Henri Elzéar Taschereau; aussi en tant que nécessaire, pour confirmer ses titres aux dites parts de seigneuries et pour autres fins.

ROY, CANNON, PARENT &
FITZPATRICK,

Procureurs du requérant.

Québec, 22 décembre 1910. 5355-2

Avis est par le présent donné que John J. Carrick, courtier en immeubles, ayant son bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, fera demande à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant le plan de la subdivision de l'immeuble connu et désigné comme partie du numéro officiel 1755, du cadastre du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel plan de subdivision établit des rues ayant moins que soixante-six pieds de largeur.

JOHN J. CARRICK,

Requérant.

Montréal, 21 décembre 1910. 5311.2

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Farnham s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour refondre sa charte, 62 Victoria, chapitre 65, la déclarant sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contenue aux statuts refondus de Québec 1909, avec certains amendements pour entre autres choses, changer son nom en celui de ville de Farnham, diviser la municipalité en quartiers, fixer les droits sur licences d'hôtels, autoriser l'acquisition, la construction, l'entretien et l'exploitation par la ville d'un système d'éclairage à l'électricité, au gaz ou autres, et la vente de la lumière et de la force motrice, déterminer la construction et l'entretien des trottoirs et autres fins.

J. E. LEFEBVRE,
Secrétaire-trésorier.

Farnham, 20 décembre 1910. 5323.2

Avis Divers

AVIS.

Dame Emma Lord, épouse commune en biens de Joseph Arthur Demers, commerçant, des cité et district de Montréal, donne avis qu'elle a, ce jour, intenté à son dit époux, une action en séparation de biens. Montréal, 27 décembre 1910, N. U. Lacasse, procureur de la demanderesse.

5387

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Right Honorable Sir Henri Elzéar Taschereau, of the city of Ottawa, chief justice of Canada, (in retirement), for an act authorizing him to sell and transfer the non redeemable constituted seigniorial rents and the capital of same, of which he is now in the enjoyment and possession of in the seigniories Joliette, Sainte Marie North East, Sainte Marie South West and Saint Joseph North East; the said rents as established by the cadastre of the said seigniories for the parts thereof then owned by the heirs of the late Pierre Elzéar Taschereau, under numbers 45, 47, 48 and 49, deposited in the office of the prothonotary of the superior court, at Quebec, according to public notice in conformity with the statute, in the "Official Gazette", of the 18th July, 1863, and to validate and ratify such sale in the case of it, being previously consented to by the said Sir Henri Elzéar Taschereau; also in so far as necessary, to confirm his titles to the said parts of seigniories and for other purposes.

ROY, CANNON, PARENT &
FITZPATRICK,

Attorneys for Petitioner.

Quebec, 22nd December, 1910. 5356

Notice is hereby given that John J. Carrick, real estate agent, having his place of business in the city and district of Montreal, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec for the passing of an act to confirm the subdivision plan of the immoveable property known and designated as part of official number 1755, of the cadastre of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, by which plan of subdivision streets of less than sixty six feet in width are sought to be opened.

JOHN J. CARRICK,

Applicant.

Montreal, 21st December, 1910. 5312

Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Farnham will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 62 Victoria, chapter 65, to declare it subject to the provisions of the cities and towns act 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contained in the revised statutes of Quebec, 1909, with certain amendements for the following amongst other purposes, to change its name to that of town of Farnham, divide the municipality into wards, fix duties on hotel licenses, to authorize the town to acquire, build, keep and work a lighting system by electricity, gas or otherwise, and the sale of light and power, to regulate the making and maintaining of sidewalks and for other objects.

J. E. LEFEBVRE,

Secretary treasurer

Farnham, 20th December, 1910. 5324

Miscellaneous Notices

NOTICE.

Dame Emma Lord, wife common as to property of Joseph Arthur Demers, trader, of the city and district of Montreal, gives notice that she has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband. Montreal, 27th December, 1910. N. U. Lacasse, attorney for plaintiff.

5388

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1845.

Dame Léda Letellier, de la cité de Québec, épouse de Gaudiose Barril, de la cité de Québec, peintre, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gaudiose Barril, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27e jour de décembre 1910.

J. E. CHAPLEAU,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 27 décembre 1910. 5383

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1679.

Dame Julie Brunet, épouse commune en biens de Napoléon Lefebvre, boulanger, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. H. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 22 décembre 1910. 5403

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Yvonne Lapointe, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Henri Rouillard, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Henri Rouillard, cultivateur, du canton de Windsor, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier décembre courant.

M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 14 décembre 1910. 5393

Province de Québec, district de Montréal, No 2636, cour supérieure.—Dame Eliza Chené, épouse commune en biens de Wilfrid Langlois, entrepreneur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Wilfrid Langlois, Défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée ce 13e jour d'octobre 1910.

J. H. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
5303.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 839.

Dame Elodie Savage, épouse de Joseph Wilfrid Parent, comptable, de la ville de Maisonneuve, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

TANCREDE JODOIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 25 novembre 1910. 5045.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Sarah Epstein, épouse commune en biens de Moses Greenberg, des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Moses Greenberg, du même lieu, plombier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25e jour de novembre 1910.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 novembre 1910. 4945.5

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1745.

Dame Leda Letellier, of the city of Quebec, wife of Gaudiose Barril, of the city of Quebec, painter, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Gaudiose Barril, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 27th day of December, 1910.

J. E. CHAPLEAU,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 27th December, 1910. 5384

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1679.

Dame Julie Brunet, wife common as to property of Napoléon Lefebvre, baker, of Montreal, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action of separation of property against her said husband.

J. H. DAVID,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 22nd December, 1910. 5404

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Yvonne Lapointe, of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Henri Rouillard, farmer, of the same place, and duly authorized to the effects of these presents,
Plaintiff ;

vs

Henri Rouillard, farmer, of the township of Windsor, in the said district, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff in this case, on the first of December, 1910.

M. O'BREADY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 14th December, 1910. 5394

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2636, superior court.—Dame Eliza Chené, wife common as to property of Wilfrid Langlois, contractor, of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Wilfrid Langlois, Defendant. An action for separation as to property has been instituted the 13th day of October, 1910.

J. H. DAVID,
Attorney for plaintiff.
5304

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 839.

Dame Elodie Savage, wife of Joseph Wilfrid Parent, accountant, of town of Maisonneuve, said district, duly authorized to ester en justice, have intended this day, an action as to property against her husband.

TANCREDE JODOIN,
Advocate of plaintiff.
Montreal, 25th November, 1910. 5046

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Sarah Epstein, wife common as to property of Moses Greenberg, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Moses Greenberg, of the same place, plumber, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 25th day of November, 1910.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th November, 1910. 4945

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 339.

Dame Mary Champagne, épouse commune en biens de Hector Provencher, charretier, demeurant tous deux dans la cité des Trois-Rivières, la dite Dame Mary Champagne dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Provencher, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la dite Dame Mary Champagne contre le défendeur.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 14 décembre 1910. 5259-2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 73.

Dame Ann Carey, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Hugh McQuillan, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Hugh McQuillan, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21e jour d'octobre 1910.

J. V. D'ARTOIS,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 9 décembre 1910. 5195.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1578.

Dame Alice Morin dit Costello, épouse dûment autorisée à ester en justice de Alfred Chartré, maître plombier, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Chartré, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur

CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1910. 5207.3

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1251.—Dame Joséphine Gagnon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Montminy, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Albert Montminy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 24 novembre 1910.

J. B. BISSONNETTE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 décembre 1910. 4997-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1188.

Dame Pélérina Loisel, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Wilfrid Rosario Chartrand, épiciier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph William Rosario Chartrand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cour, le septième jour de novembre 1910.

LORANGER & PRUDHOMME,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 1er novembre 1910. 4965-5

Cour supérieure, Kamouraska, No 4572. Dame Obéline Turcotte, épouse commune en biens de Sœur Alyre Desbiens, marchand, de la paroisse de

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 339.

Dame Mary Champagne, wife common as to property of Hector Provencher, carter, both residing in the city of Three Rivers, the said Dame Mary Champagne duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Hector Provencher, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the said Dame Mary Champagne, against the defendant.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 14th December, 1910. 5260

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 73.

Dame Ann Carey, of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Hugh McQuillan, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Hugh McQuillan, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 21st day of October, 1910.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 9th December, 1910. 5196

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1578.

Dame Alice Morin dit Costello, wife duly authorized to ester en justice of Alfred Chartré master plumber, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said Alfred Chartré, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

CGDERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1910. 5208

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 1251.—Dame Joséphine Gagnon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Montminy, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; vs the said Albert Montminy, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 24th of November, 1910.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd December, 1910. 4998

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1188.

Dame Pélérina Loisel, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Wilfrid Rosario Chartrand, grocer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Wilfrid Rosario Chartrand, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this court, on the seventh day of November, 1910.

LORANGER & PRUDHOMME,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st November, 1910. 4966

Superior court, Kamouraska, No. 4572. Dame Obéline Turcotte, wife common as to property of Alyre Desbiens, merchant, of the parish of Saint-

Saint-Hubert, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, le 30 novembre 1910. Fraserville, 6 décembre 1910. Jules Langlais, avocat de la demanderesse. 5077-4

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 301.

Dame Léa Fortin, épouse commune en biens de Joseph Beaulieu, de la paroisse de Saint-Evariste, des comté et district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Beaulieu, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26e jour de juillet 1910. ARTHUR FORTIN, Procureur de la demanderesse, Saint Evariste Station, Beauce.

Saint-Joseph, Beauce, 15 novembre 1910. 4961-5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4925.

Dame Sophie Tabah, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Simon Astphan, colporteur, du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit Simon Astphan, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

ULRIC BOURGEOIS,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 13 décembre 1910. 5231.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3005.

Dame Geneviève Asselin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Frédéric Langlois, plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Frédéric Langlois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 décembre 1910.

J. N. JALBERT,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 décembre 1910. 5359.2

Avis est par le présent donné que MM Ernest Roy, avocat et membre de la Chambre des Communes, J. Napoléon Beaumont, négociant, P. Calixte Dagneault, médecin, Roméo Langlais, avocat, Jos. T. Chénard, agent général d'assurance, tous de la cité de Québec, et Jos. C. Hébert, notaire, de la ville de Montmagny, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance sur la vie et les accidents, en vertu de la loi des assurances de Québec de 1908.

Le nom de la compagnie projetée sera "L'Anglo-Canadienne, Vie et Accidents", qui se traduira en anglais: "The Anglo-Canadian, Life and Accidents".

Le but de la compagnie est de faire en général le commerce d'assurance sur la vie et les accidents. Son siège social sera dans la cité de Québec.

Le capital autorisé sera de \$1,000,000.00, divisé en 10,000 actions de \$100.00 chacune.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN.

Procureurs des requérants.

Québec, 21 décembre 1910. 5325.2

Hubert, has instituted an action in separation of properties against her said husband, on the 30th of November, 1910. Fraserville, 6th December, 1910. Jules Langlais, advocate of the plaintiff 5078

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 301.

Dame Léa Fortin, wife common as to property of Joseph Beaulieu, of the parish of Saint Evariste, in the county and district of Beauce, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Joseph Beaulieu, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th day of July, 1910. ARTHUR FORTIN, attorney for plaintiff, Saint Evariste Station, Beauce, Saint Joseph, Beauce, 15th November, 1910. 4962

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4925.

Dame Sophie Tabah, of the town and district of Joliette, duly authorized to ester en justice, wife of Simon Astphan, pedler, of the same place, Plaintiff;

vs

The said Simon Astphan, Defendant.
The said plaintiff has, this day, sued the Defendant for separation as to property.

ULRIC BOURGEOIS,
Attorney for plaintiff.

Joliette, 13th December, 1910. 5232

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3005.

Dame Geneviève Asselin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frédéric Langlois, plumber, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Frédéric Langlois, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd December, 1910.

J. N. JALBERT,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd December, 1910. 5360

Notice is hereby given that Messrs. Ernest Roy, advocate and member of the House of Commons, J. Napoléon Beaumont, trader, P. Calixte Dagneault, physician, Roméo Langlais, advocate, Jos. T. Chénard, general insurance agent, all of the city of Quebec, and Jos. Hébert, notary, of the town of Montmagny, will apply to the Lieutenant Governor in council, to obtain the incorporation of a life and accident insurance company, under the Quebec insurance act, 1908.

The name of the projected company shall be "L'Anglo-Canadienne, Vie et Accidents" and or: "The Anglo-Canadian, Life and Accident".

The object of the company is to carry on a general life and accident insurance business.

Its chief place of business will be in the city of Quebec.

The authorized capital will be \$1,000,000.00, divided into 10,000 shares of \$100.00 each.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,

Attorneys for applicants.

Quebec, 21st December, 1910. 5325

Liste des candidats pour l'admission à la pratique, à l'examen qui aura lieu le 10 janvier 1911.

List of students for admission to practise, at examination to be held 10th January, 1911.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Résidence.	Age.
Tracy	William Cahill	Sherbrooke	34 ans.—years.

CHAS. D. WHITE,
Secrétaire, Barreau de Saint-François.—Secretary, Bar of Saint Francis.
Sherbrooke, Qué., 27 décembre—27th December, 1910. 5429-30

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 10 janvier 1911.—Examinations of the 10th January, 1911.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.
1	Burchell	Charles J	Plus de — over 21	Sydney, N. S.
2	Grothé	Aimé P	" " 24	Montréal.
3	Lalonde	Joseph Arthur	" " 26	Montréal.
4	Landry	John Camille	" " 25	Dorchester, N. B.
5	Leblanc	Raoul	" " 27	Montréal.
6	Le Huray	Stephen J	" " 29	Montréal.
7	Macdonald	W. G.	" " 24	Halifax, N. S.
8	Millman	Lazarus	" " 32	Montréal.
9	Ross	H. S.	" " 21	Sydney, N. S. ;

JULES DESMARAIS,
Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 26 décembre 1910.—Montreal, 26th December, 1910. 5399-400

ASPIRANT A LA PRATIQUE DE LA PROFESSION D'AVOCAT.

CANDIDATE FOR ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Otté	Pierre Martel	49 ans—years	Ottawa.

L. A. LE DUC,
5375-76 Secrétaire du Barreau, district d'Ottawa.—Secretary of the Bar, district of Ottawa.

Barreau de la province de Québec.—Bar of the province of Quebec.

Candidat à l'admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of the law.

Examens de janvier 1911.—Examinations of January, 1911.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Molone	Thomas D...	22 ans—years..	Trois-Rivières.	Sém. Trois-Rivières et cours de Boisieu.

AUGUSTE DESILETS,
Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.—Secretary of the Bar of Three Rivers.
Trois-Rivières, 15 décembre—Three Rivers, 15th December, 1910. 5295-96

Assemblée

DANS LA HAUTE COUR DE JUSTICE.

Dans l'affaire de "The Farmers Bank of Canada" et dans l'affaire de l'acte des liquidations.

Conformément à l'ordre de M. le juge Riddell, dans cette affaire, le 24^e jour de décembre 1910, une assemblée des créanciers de "The Farmers Bank of Canada", aura lieu dans la salle du bureau de la dite banque, dans la bâtisse Stair, coin des rues Adelaïde et Bay, Toronto, mardi, le 17^e jour de janvier 1911, à 11 heures de l'avant-midi, et le même jour, au même endroit, à 2.30 heures de l'après-midi, une assemblée des actionnaires aura lieu; le but de la dite assemblée étant que les désirs des créanciers et actionnaires respectivement soient déterminés quant à la nomination des liquidateurs en vertu de l'acte des liquidations.

Par le même ordre la considération des requêtes présentées a été ajournée jusqu'à lundi, le 23^e jour de janvier 1911, à 10 heures de l'avant-midi, et les dites requêtes seront alors entendues par l'honorable M. le juge Riddell, en chambre, à Osgoode Hall, conformément au dit ordre donné par les présentes à toutes personnes ayant droit à être entendues.

F. ARNOLD,
Greffier en chambre.
BICKNELL, BAIN, STRATHY
& MACKELCAN,
Bâtisse Lumsden, Toronto, Ontario,
Solliciteurs des requérants.

Daté ce 24^e jour de décembre 1910. 5373

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Martin & Tremblay, Montreal,

Faillis.

Les sus-nommés ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure ou district de Montréal, samedi, le 24 décembre 1910, conformément à la loi.

VINET & DUFRESNE,
Subrogé gardien provisoires.

99, rue Saint Jacques.
Montréal, 31 décembre 1910. 5379

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Theo. Aquin, marchand de ferronneries, de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 17^e jour de janvier 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 26 décembre 1910. 5381

District of Chicoutimi.

"La Briqueterie de Chicoutimi", de Chicoutimi, commerçants, insolvable, a fait, le 24 décembre 1910, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Gardien provisoire.

Chicoutimi, 27 décembre 1910. 5417

Meeting

IN THE HIGH COURT OF JUSTICE.

In the matter of The Farmers Bank of Canada, and in the matter of The Winding Up Act.

Pursuant to the order of Mr. Justice Riddell, made in this matter, on the 24th day of December, 1910, a meeting of the creditors of The Farmers Bank of Canada, will be held at the Board Room of said bank, in the Stair Building, corner of Adelaide and Bay streets, Toronto, on Tuesday, the 17th of January, 1911, at 11 o'clock in the forenoon, and on the same day, at the same place, at 2.30 o'clock in the afternoon, a meeting of the shareholders will be held; the purpose of such meeting being that the wishes of the creditors and shareholders respectively may be ascertained as to appointment of liquidators under winding up act.

By the same order the further consideration of the petitions presented herein was adjourned until Monday, the 23rd day of January, 1911, at 10 o'clock in the forenoon, and the said petitions will then be heard by the Honorable Mr. Justice Riddell, in Chambers, at Osgoode Hall, in the city of Toronto, and notice of such hearing in pursuance to the said order hereby given to all parties entitled to be heard.

F. ARNOLD,
Clerk in Chambers.
BICKNELL, BAIN, STRATHY
& MACKELCAN,
Lumsden building, Toronto, Ontario,
Solicitors for the petitioners.

Dated this 24th day of December, 1910. 5374

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Martin & Tremblay, Montreal,

Insolvents.

The above named have filed their statement at the prothonotary's office of the district of Montreal, on Saturday, 24th December, 1910, according to law.

VINET & DUFRESNE,
Sub provisional guardians.

99, Saint James street.
Montreal, 31st December, 1910. 5380

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Theo. Aquin, hardware merchant, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 17th day of January, 1911.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 26th December, 1910. 5382

District of Chicoutimi.

"La Briqueterie de Chicoutimi", of Chicoutimi, traders, insolvent, has, on the 24th December, 1910, made an assignment of its property for the benefit of its creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Chicoutimi, according to law.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Provisional guardian.

Chicoutimi, 27th December, 1910. 5418

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de M. Sussman, Sainte-Thérèse,
 Failli.

Avis est par le présent donné que, le 23 du courant, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
 Montréal, 24 décembre 1910. 5377

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No. 116.

Dans l'affaire de Arthur Brunelle, hôtelier, de la cité et du district des Trois-Rivières,
 Débiteur-insolvable ;

et

Joseph Adolphe Tessier, avocat, de la cité et district des Trois-Rivières,
 Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

SYLVIANO DUGAL,
 Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 26 décembre 1910. 5385

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No. 29A 272.

In re J. Napoléon Delisle, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que, le 23e jour de décembre 1910, par un ordre de la cour, le sous-signé a été nommé curateur à la faillite du susdit insolvable, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

JOSEPH DESAUTELS,
 Curateur.

14, Place Philippe, Montréal.
 Montréal, 28 décembre 1910. 5397

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour de Circuit.*
 No. 1063.

Philippe Bergeron, boucher, de la paroisse de Saint-Grégoire,
 Demandeur ;

vs

Joseph Landry, du même lieu, Défendeur.

Avis est par les présentes donné aux créanciers du dit défendeur d'avoir à produire leurs réclamations entre les mains du greffier de la cour de circuit dans et pour le district des Trois-Rivières.

BLONDIN & DESY,
 Procureurs du demandeur.

Trois-Rivières, 28 décembre 1910. 5413

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Jos. Hanna, Montréal,
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17e jour de janvier 1911, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
 Montréal, 31 décembre 1910. 5395

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of M. Sussman, Sainte Therese,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd instant, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
 Joint curators

Office of Wilks & Burnett.
 Montreal, 24th December, 1910. 5378

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 116.

In the matter of Arthur Brunelle, hotelkeeper, of the city and district of Three Rivers,
 Insolvent debtor ;

and

Joseph Adolphe Tessier, advocate, of the city and district of Three Rivers,
 Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

SYLVIANO DUGAL,
 Provisional guardian.

Three Rivers, 26th December, 1910. 5386

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 29A 272.

In re J. Napoléon Delisle, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of December, 1910, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

JOSEPH DESAUTELS,
 Curator.

14, Philips Place, Montreal.
 Montreal 28th December, 1910. 5398

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Circuit Court.*
 No. 1063.

Philippe Bergeron, butcher, of the parish of Saint Grégoire,
 Plaintiff ;

vs

Joseph Landry, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given to the creditors of the said defendant to have to file their claims with the clerk of the circuit court in and for the district of Three Rivers.

BLONDIN & DESY,
 Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 28th December, 1910. 5414

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Jos. Hanna, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 17th day of January, 1911, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
 Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
 Montreal, 31st December, 1910. 5396

En Liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

In re "Standard Packing Company Limited",

En liquidation.

Les soussignés vendront, par encan, au No 69, de la rue Saint Jacques, MERCREDI, le 1er FEVRIER 1911, à 11 heures a. m., les immeubles ci-dessus décrits, savoir :

Deux terrains situés au village de Delorimier, connus et désignés sous les numéros trente-huit et trente-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-38 et 11-39), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec les constructions dessus érigées, dépendances et servitudes ; chacun de ces lots contenant 26 pieds de front ; à distraire cependant de ces lots, une lisière de 12 pieds et 6 pouces de largeur par une profondeur égale à la largeur des dits lots. Cette lisière ainsi prise à même le front des dits lots et cédés à la corporation du village de Delorimier, suivant titres à cet effet, ainsi que les ustensiles, outillage et machineries dépendant de cette manufacture de vinaigre.

Pour tous renseignements, s'adresser à

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Liquidateur.

60, Notre-Dame Est, Montréal.

Marcotte Frères,

Encanteurs.

5411

Licitation

Province de Québec, {
District of Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No 1164.

AVIS DE LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Bryson, dans le district de Pontiac, rendu le 15e jour de décembre 1910, dans une cause où Dame Harriet Wheelihan, épouse séparée de biens de Frank Payne, de la cité de Toledo, dans l'état de Ohio, un des états-unis d'Amérique, et le dit Frank Payne, dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; et Dame Ada Elizabeth Wheelihan, de la city de Mount Clemens, dans l'état du Michigan, un des états-unis d'Amérique, ci-devant épouse de George Dawes, du même lieu, et maintenant complètement divorcée, sont Demandeurs ; et Dame Maria Barr, veuve de feu John Wheelihan, en son vivant de la ville de Ellendale, dans l'état de North Dakota, un des états-unis d'Amérique, et Zella Mary Wheelihan, épouse séparée de biens de Ralph Griffin, et le dit Ralph Griffin, dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Harry Wheelihan, William Wheelihan et Pansy Wheelihan, tous de la susdite ville de Ellendale, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certaines propriétés immobilières décrites comme suit :

Ces lots de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Clarendon, comté de Pontiac, province de Québec, comme la moitié sud-ouest et la moitié nord-est du lot numéro seize (16), dans le deuxième rang du dit canton de Clarendon, contenant chacun cent acres de terre, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de FEVRIER 1911, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice du village de Bryson ;

In Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT.

In re Standard Packing Company, Limited,

In liquidation.

The undersigned will sell by auction, at No. 69, Saint James street, Montreal, on WEDNESDAY, the 1st FEBRUARY, 1911, at 11 o'clock a. m., the following described immovables, to wit :

Two lots of ground situate in the village de Delorimier, known and designated under numbers thirty eight and thirty nine, of the official subdivision of lot number eleven (11-38 and 11-39), of the official plan and book of reference of the village de la Côte Visitation—with the buildings thereon erected, dependencies and servitudes ; each of the said lots containing 26 feet in front ; to be reserved however from the said lots a strip of 12 feet and 6 inches in width by a depth equal to the width of the said lots. The said strip thus taken from the front of the said lots and ceded to the corporation du village Delorimier, in accordance with titles to such effect, and also the utensils equipment and machinery in connection with such vinegar factory.

For all information, apply to

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Liquidator.

60, Notre Dame East, Montreal.

Marcotte Bros,

Auctioners.

5412

Licitation

Province of Quebec, {
District of Pontiac. } *Superior Court.*
No. 1164.

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Bryson, in the district of Pontiac, rendered on the 15th day of December, 1910, in a cause in which Dame Harriet Wheelihan, wife separate as to property of Frank Payne, of the city of Toledo, in the state of Ohio, one of the united states of America, and the said Frank Payne, for the purpose of authorizing his said wife to these presents ; and Dame Ada Elizabeth Wheelihan, of the city of Mount Clemens, in the state of Michigan, one of the united states of America, formerly wife of George Dawes, of the same place, and now from him absolutely divorced, are Plaintiffs ; and Dame Maria Barr, widow of the late John Wheelihan, in his lifetime of the town of Ellendale, in the state of North Dakota, one of the united states of America ; and Zella Mary Wheelihan, wife separate as to property of Ralph Griffin, and the said Ralph Griffin, for the purpose of authorizing his said wife to these presents, Harry Wheelihan, William Wheelihan and Pansy Wheelihan, all of the town of Ellendale aforesaid, are Defendants, ordering the licitation of certain immovable properties designated as follows, to wit :

Those certain lots of land now known and described according to the official plan and book of reference for the township of Clarendon, county of Pontiac, province of Quebec, as the south west half and the north east half of lot number sixteen (16), in the second range of the said township of Clarendon, containing each one hundred acres of land, more or less—together with the buildings thereon erected.

The immovables above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY next, 1911, *cour tenante*, in the court room of the court house of the village of Bryson ;

sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire les dits immeubles ou aucun d'eux à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition pour paiement, sur le prix des immeubles devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ROLAND MILLAR,

Procureur des demandeurs.

Bryson, Qué., 19 décembre 1910. 5287-2
[Première publication, 24 décembre 1910.]

subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, the said immovables or any of them from said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment, out of the price of the immovables, must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

ROLAND MILLAR,

Attorney for plaintiffs.

Bryson, Que., 19th December, 1910. 5288
[First published, 24th December, 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **GEORGES THIBODEAU**,
No 498. } Demandeur; contre **LAU-**
REDANT RODRIGUE, Défendeur.

1° Une terre faisant partie du lot numéro cinquante-un "A" (51 "A"), de la subdivision du lot numéro huit cent quarante-six (846), du cadastre pour la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, ayant une largeur de un arpent et demi sur la profondeur du rang; borné en front à un arpent de la rivière Famine, au nord-est à la veuve Morency ou représentants, et au sud-ouest à Alfred Morin, circonstances et dépendances, moins la partie vendue au Québec Central, sujet à l'hypothèque de cent cinquante piastres, payable cinquante piastres par année, sans intérêt, le premier paiement devenant dû le 18 avril 1911, étant la balance du prix de vente mentionné dans un acte de vente de Georges Thibodeau à Laurédant Rodrigue, passé devant le notaire Gilbert, le 18 avril 1910, et enregistré le 21 avril 1910, sous le No 66648.

2° Le lot numéro cinquante-six (56), de la subdivision du lot huit cent quarante-six (846), contenant trois arpents et quinze pieds de largeur par dix-huit arpents de profondeur; borné en front à un arpent de la rivière Famine, en profondeur au fief Cumberland, au nord-est à Edouard Poulin, et au sud-ouest à Joseph Mathieu, moins la partie vendue au Québec Central—circonstances et dépendances.

3° La partie sud ouest du lot cinquante-trois (53), de la subdivision du lot huit cent quarante-six (846), étant de quatre arpents et vingt pieds de largeur sur une profondeur de quinze arpents; borné en front à trois arpents de la Rivière Famine, en profondeur au fief Cumberland, au nord-est à Béloni Poulin, et au sud-ouest à Augustin Boucher—circonstances et dépendances, moins la partie vendue au Québec Central.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 6 décembre 1910. 5009.2
[Première publication, 10 décembre 1910.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **GEORGES THIBODEAU**,
No 498. } Plaintiff; against **LAURE-**
DANT RODRIGUE, Defendant.

1. A land forming part of lot number fifty one A (51 A), of the subdivision of lot number eight hundred and forty six (846), of the cadastre for the parish of Saint Georges, county of Beauce, having a width of one arpent and a half by the depth of the range; bounded in front by one arpent of the river Famine, on the north east by widow Morency or representatives, and on the south west by Alfred Morin—circumstances and dependencies, less the part sold to the Québec Central, subject to a hypothec of one hundred and fifty dollars, payable fifty dollars per annum, without interest, the first payment becoming due on the 18th April, 1911, being the balance of the sale price mentioned in a deed of sale from Georges Thibodeau to Laurédant Rodrigue, passed before notary Gilbert, on the 18th April, 1910, and registered on the 21st April, 1910, under No. 66648.

2. Lot number fifty six (56), of the subdivision of lot eight hundred and forty six (846), containing three arpents and fifteen feet in width by eighteen arpents in depth; bounded in front by one arpent of the river Famine, in depth by the fief Cumberland, on the north east by Edouard Poulin, and on the south west by Joseph Mathieu, less the part sold to the Québec Central—circumstances and dependencies.

3. The south west part of lot fifty three (53), of the subdivision of lot eight hundred and forty six (846), being of four arpents and twenty feet in width by a depth of fifteen arpents; bounded in front by three arpents of the river Famine, in depth by the fief Cumberland, on the north east by Béloni Poulin, and on the south west by Augustin Boucher—circumstances and dependencies, less the part sold to the Québec Central.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges, on the TENTH day of JANUARY next, 1911, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 6th December, 1910. 5010
[First published, 10th December, 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **J. E. CLOUTIER, De-**
No 3397. } **mandeur ; vs HUBERT**
TREMBLAY, Défendeur.

Une ferme comprenant suivant le cadastre officiel du canton de Signai, le lot numéro dix-neuf (19), du sixième rang de ce canton, laquelle contient environ cent dix acres en superficie—avec toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, à DIX heures de l'avant-midi, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 6 décembre 1910. 5025-2
[Première publication, 10 décembre 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **A SSELIN, DECHÈNE**
No 3368. } **& CIE., Demandeurs ;**
contre THEODORE FORTIN, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-un A et trente-un B (31 A et 31 B), du cadastre officiel pour le septième rang du canton Signai, contenant au total ces deux lots une superficie d'environ cent acres, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-un B (31 B), du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Signai de la contenance de cinquante acres, plus ou moins—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 6 décembre 1910. 5027-2
[Première publication, 10 décembre 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **A SSELIN, DECHÈNE**
No 3376. } **& CIE, Demandeurs ;**
contre ONESIME LACHANCE, Défendeur.

1° Les lots de terre connus et désignés sous les numéros six et trois (6-3), du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Labarre, de la contenance totale de deux cents acres, en superficie, plus ou moins ;

2° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre (4), du cadastre officiel pour le septième rang du canton de Labarre, de la contenance de cent acres, plus ou moins, en superficie ;

3° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro treize (13), du cadastre officiel pour le troisième rang est du dit canton Labarre, de la contenance de cent acres, en superficie—avec ensemble les bâtisses érigées sur les immeubles sus-décrits, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 6 décembre 1910. 5083-2
[Première publication, 10 décembre 1910.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } **J. E. CLOUTIER, Plain**
No. 3397. } **tiff ; against HUBERT**
TREMBLAY, Defendant.

A farm comprising according to the official cadastre of the township of Signai, lot number nineteen (19), of the sixth range of the said township, which contains about one hundred and ten acres in superficies—with all the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bruno, at TEN o'clock in the forenoon, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 6th December, 1910. 5026
[First published, 10th December, 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } **A SSELIN, DECHÈNE &**
No. 3368. } **CIE, Plaintiffs ; against**
THEODORE FORTIN, Defendant.

The lots of land known and designated under numbers thirty one A and thirty one B (31A and 31B), of the official cadastre for the seventh range of the township of Signai, the said two lots containing in all about one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected and dependencies.

The lot of land known and designated under number thirty one B (31B), of the official cadastre for the eighth range of the township of Signai, containing fifty acres, more or less—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 6th December, 1910. 5028
[First published, 10th December, 1910.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit : } **A SSELIN, DECHÈNE &**
No. 3376. } **Cie, Plaintiffs ; against**
ONESIME LACHANCE, Defendant.

1. The lots of land known and designated under numbers six and three (6-3), of the official cadastre for the eighth range of the township of Labarre, containing in all two hundred acres in superficies, more or less ;

2. The lot of land known and designated under number four (4), of the official cadastre for the seventh range of the township of Labarre, containing one hundred acres in superficies, more or less ;

3. The lot of land known and designated under number thirteen (13), of the official cadastre for the third eastern range of the said township Labarre, containing one hundred acres in superficies—together with the buildings erected on the above described immovables, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bruno, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 6th December, 1910. 5084
[First published, 10th December, 1910.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Dans la cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Québec, No 1578. **L' HONORABLE JOSEPH SHEHYN,** de Québec, Demandeur; vs les terres et tenements d'**AUGUSTE BODARD ET AL,** Défendeurs.

1° Parties des lots de cadastre Nos 803 et 804, situées dans le sixième rang du canton de Port Daniel Ouest, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, contenant environ deux acres de terre en superficie, plus ou moins—ensemble avec un moulin à scie sus-érigé, avec ses accessoires et dépendances et autres bâisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Aussi parties des lots de cadastre Nos 785 et 786, dans le dit sixième rang du susdit canton de Port Daniel.

3° Aussi les lots de cadastre Nos 832, 833, 834, 835, 836, 837 et 838, dans le septième rang du susdit canton de Port Daniel, chacun des susdits lots contenant cent acres en superficie, plus ou moins.

4° Aussi les lots de cadastre Nos 897, 898, 899, 900, 901 et 902, dans le huitième rang du canton de Port Daniel susdit; chacun des dits lots contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-George-de-Port-Daniel, dans le dit comté de Bonaventure, **MERCREDI, le QUINZIEME jour de FEVRIER** prochain (1911), à **DIX** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New Carlisle, 27 décembre 1910. 5425
[Première publication, 31 décembre 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir: } **WILLIAM DESCHAM-**
No 1432. } **BAULT,** Demandeur;
contre **ARTHUR SICOTTE,** Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier de la Longue-Pointe, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, comté d'Hochelaga, sous le numéro quarante-quatre, de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro primitif quatre cent huit; borné en front par une rue projetée connue et désignée sur le susdit plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trente quatre, de la subdivision officielle d'une partie du dit lot numéro primitif quatre cent huit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 28 décembre 1910. 5419
[Première publication, 31 décembre 1910.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

In the Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Québec, No. 1578. **THE HONORABLE JOSEPH SHEHYN,** of Québec, Plaintiff; vs the lands and tenements of **AUGUSTE BODARD, ET AL,** Defendants.

1. Parts of cadastral lots Nos. 803 and 804, situate in the sixth range of the township of Port Daniel West, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, containing about two acres of land in superficie, more or less—together with a saw-mill thereon erected, with its accessories and dependencies and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Also parts of cadastral lots Nos. 785 and 786, in the said sixth range of the township of Port Daniel aforesaid.

3. Also the cadastral lots Nos. 832, 833, 834, 835, 836, 837 and 838, in the seventh range of the township of Port Daniel aforesaid, each aforesaid lot containing one hundred acres in superficies, more or less.

4. Also cadastral lots Nos. 897, 898, 899, 900, 901 and 902, in the eighth range of the township of Port Daniel aforesaid; each of said lots containing one hundred acres of land in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of Saint George de Port-Daniel, in the said county of Bonaventure, on **WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of FEBRUARY** next (1911), at the hour of **TEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
New Carlisle, 27th December, 1910. 5426
[First published, 31st December, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILLIAM DESCHAM-**
No. 1432. } **BAULT,** Plaintiff;
against **ARTHUR SICOTTE,** Defendant.

A piece of land situate in Longue-Pointe ward of the city of Montreal—with buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, county of Hochelaga, under number forty four, of the official subdivision of a part of lot primitive number four hundred and eight; bounded in front by a projected street, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under number twenty four, of the official subdivision of a part of the said lot primitive number four hundred and eight.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 28th December, 1910. 5426
[First published, 31st December, 1910.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Ottawa, à savoir : } **L** A CIE SAVOIE-GUAY, No 427. } Demanderesse ; contre ALPHONSE LECLERC, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro six (6), du rang H, du canton de Campbell, dans le district d'Ottawa, mesurant 100 pieds de largeur sur 200 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise : borné en front au nord-est par une rue, en arrière et de chaque côté par la propriété de Hormidas Latreille ou représentants, le dit morceau de terre touchant par son coin nord la propriété du chemin de fer Pacifique Canadien—avec une maison et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 29 novembre 1910. 5073.2
[Première publication, 10 décembre 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **D** IEUDONNÉ LEVECQUE No 8197. } ET AL, Demandeurs ; vs WILLIAM LAPWORTH, Défendeur, à savoir :

Tous les droits, titres et prétentions, et principalement dans un droit de rédemption du dit défendeur à Rosanna Roch, veuve de feu Albert Parent, sur un morceau de terre connu et désigné comme subdivision neuf (9), du lot de cadastre No 254, du quartier numéro un, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa ; borné à l'ouest par l'avenue Walker, à l'est par la subdivision No 28, au nord par la subdivision No 8, et au sud par la subdivision No 10, toutes du dit lot No 254—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 7 décembre 1910. 5071-2
[Première publication, 10 décembre 1910].

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A** RTHUR TROTTIER ; vs No 1247. } **A** L BERT NAUD, à savoir :

La partie du No 27 (vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, étant un emplacement situé dans le deuxième rang ouest du canton Shavigny, de la paroisse de Saint-Rémi du Lac au Sable, détaché de la paroisse de Notre-Dame des Anges, contenant 56 pieds de front sur 214 pieds de profondeur ; borné au nord par le chemin public, au sud et au sud-ouest par les propriétés de sieur Pierre Re-

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Ottawa, to wit : } **L** A CIE SAVOIE-GUAY, No. 427. } Plaintiff ; against ALPHONSE LECLERC, Defendant, to wit :

A piece of land forming part of the lot known and designated as number six (6), of range H, of the township of Campbell, in the district of Ottawa, measuring 100 feet wide by 200 feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front to the north east by a street, in the rear and on each side by the property of Hormidas Latreille or representatives, the said piece of land touching by its north corner the property of the Canadian Pacific Railway—with a house and other buildings thereon.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 29th November, 1910. 5074
[First published, 10th December, 1910]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **D** IEUDONNÉ LEVECQUE ET No. 8197. } AL, Plaintiffs ; vs WILLIAM LAPWORTH, Defendant, to wit :

All the right, title and pretensions, and principally in a right of redemption of the said defendant to Rosanna Roch, widow of the late Albert Parent, to a piece of land known and designated as subdivision nine (9), of the cadastral lot No. 254, of ward number one, of the city of Hull, in the district of Ottawa ; bounded to the west by Walker avenue, to the east by subdivision No 28, to the north by subdivision No 8, and to the south by subdivision No. 10, all of said lot No. 254—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 7th December, 1910. 5072
[First published, 10th December, 1910].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **A** RTHUR TROTTIER ; vs No. 1247. } **A** L BERT NAUD, to wit :

The part of No. 27 (twenty seven), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf, being an emplacement situated in the second western range of the township Shavigny, of the parish of Saint Rémi du Lac au Sable, detached from the parish of Notre-Dame des Anges, containing 56 feet in front by 214 feet in depth ; bounded on the north by the public road, on the south and south west by the properties of sieur

naud, et au nord-est par les propriétés de sieur Napoléon Leduc—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi du Lac au Sable, comté de Portneuf, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 15 décembre 1910. [Première publication, 17 décembre 1910.]

ED. BEGIN,

Député shérif.

5225.2

Pierre Renaud, and on the north east by the properties of sieur Napoléon Leduc—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Rémi du Lac au Sable, county of Portneuf, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 15th December, 1910. [First published, 17th December, 1910.]

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

5226

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } J. O. COUTURE & No 4148. } J. FRERES, faillis, et

L. N. GIRARD, curateur, savoir :

1° Un lot de terre situé au sixième rang du canton Nemtaye, à l'endroit appelé Couturval, comté de Matane, contenant environ cent acres en superficie, connu et désigné sous la lettre H, du dit canton—avec les bâties dessus construites.

2° Un lot de terre situé au sixième rang du canton Nemtaye, à l'endroit appelé Couturval, comté de Matane, contenant environ cent acres en superficie, connu et désigné sous la lettre I, du dit canton—avec un moulin à scie, ses accessoires et autres bâties dessus construites.

3° Un lot de terre situé au sixième rang du canton Nemtaye, à l'endroit appelé Couturval, comté de Matane, contenant environ cent acres en superficie, connu et désigné sous la lettre J, du dit canton—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, le PREMIER jour du mois de FEVRIER mil neuf cent onze, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Rimouski, 27 décembre 1910. [Première publication, 31 décembre 1910.]

CHS. D'ANJOU,

Shérif.

5421

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

District of Rimouski, } J. O. COUTURE & No. 4148. } J. FRERES, insol-

vents, and L. N. GIRARD, curator, to wit :

1. A lot of land situate in the sixth range of the township Nemtaye, at the place called Couturval, county of Matane, containing about one hundred acres in superficies, known and designated under letter H, of the said township—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the sixth range of the township Nemtaye, at the place called Couturval, county of Matane, containing about one hundred acres in superficies, known and designated under letter I, of the said township—with a sawmill, its accessories and other buildings thereon erected.

3. A lot of land situate in the sixth range of the township Nemtaye, at the place called Couturval, county of Matane, containing about one hundred acres in superficies, known and designated under letter J, of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, on the FIRST day of the month of FEBRUARY, nineteen hundred and eleven, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, 27th December, 1910. [First published, 31st December, 1910.]

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

5422

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir : } LOUIS NAPOLEON No 237. } L. JOURDAIN, De-

mandeur ; contre JOHN WILSON, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs, issus du mariage de feu Percy Howard Slater et Dame Mary Anny Skeene et al, Défendeur, savoir :

Trois lots de terre situés à l'endroit appelé Saint-Théodore de la Grande Anse, sur la rivière Saint-Maurice, dans le township Boucher, dans le comté de Champlain, connus et désignés sous les numéros dix-sept, dix-huit et dix-neuf (17, 18 et 19), dans le premier rang du dit township—avec maison, étable, grange et autres dépendances dessus construites.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } LOUIS NAPOLEON No. 237. } L. JOURDAIN, Plaintiff;

against JOHN WILSON, in his capacity of tutor to the minor children issue to the marriage of the late Percy Howard Slater and Dame Mary Anny Keene et al, Defendant, to wit :

Three lots of land situate at the place called Saint Théodore de la Grande Anse, on the Saint Maurice river, in the township Boucher, in the county of Champlain, known and designated under numbers seventeen, eighteen and nineteen (17, 18, and 19), in the first range of the said township—with house, stable, barn and other dependencies thereon erected.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le PREMIER jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN.

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 décembre 1910. 5415
[Première publication, 31 décembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **EDOUARD LAURENT**, Deman-
No 111. } **RENT**, Deman-
deur ; contre **ADOLPHE LEMAY**, Défendeur, savoir :

La moitié sud d'une terre située en la paroisse de Saint Didace, dans le troisième rang du Grand Portage, connue et désignée par le numéro cinq cent treize (513), dans les plan et livre de renvoi pour cette localité, et contenant en totalité quatre arpents de largeur sur vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et tel que bornée comme suit : à un bout par la ligne divisant la paroisse de Saint-Didace de celle de Sainte-Ursule, à l'autre bout par Bonin Gravel, d'un côté par William Turner ou représentant, et de l'autre côté par Louis Grenache—avec bâtisse y érigée.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Didace, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 décembre 1910. 5079.2
[Première publication, 10 décembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **FRANCOIS XAVIER**
No 12. } **ARCAND**, Deman-
deur ; contre **DAME ALEXANDRINE ROCHE-LEAU ET VIR**, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, Alexandrine Rocheleau, savoir :

Une maison en bois à deux étages, couverture plate, de vingt-deux pieds de front sur vingt-deux pieds de profondeur—avec une allonge de un étage, de quatorze pieds sur dix-sept pieds, plus ou moins, construite sur l'emplacement situé en la paroisse du Cap de la Madeleine, qui est la moitié sud est d'un emplacement faisant partie du lot de terre, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-trois (183), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap de la Madeleine ; à la charge par l'adjudicataire d'enlever la dite maison et la dite allonge dans un délai de trente jours, à ses frais, à partir du jour de la vente.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Cap de la Madeleine, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 décembre 1910. 5081-2
[Première publication, 10 décembre 1910.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE COATICOOK.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, Otis Shurtleff, secrétaire trésorier, que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public, au bureau du conseil municipal, dans la dite ville de Coaticook, LUNDI, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes dues sur icelles, et les frais encourus, ne soient payées avant cette date, à savoir :

To be sold at the registrar office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the FIRST day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 28th December, 1910. 5416
[First published, 31st December, 1910].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, so wit : } **EDOUARD LAURENT**,
No. 111. } **Plaintiff** ; against
ADOLPHE LEMAY, Defendant, to wit :

The south half of a land situate in the parish of Saint Didace, in the third range of the Grand Portage, known and designated by number five hundred and thirteen (513), on the plan and book of reference for the said locality, and containing in all four arpents in width by twenty two arpents in depth, all more or less, and bounded as follows : on one end by the line dividing the parish of Saint Didace from that of Sainte Ursule, on the other end by Bonin Gravel, on one side by William Turner or representative, and on the other side by Louis Grenache—with building thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Didace, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 7th December, 1910. 5080
[First published, 10th December, 1910].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **FRANCOIS XAVIER**
No. 12. } **ARCAND**, Plaintiff ;
against **DAME ALEXANDRINE ROCHELEAU ET VIR**, Defendant.

As belonging to the said defendant, Alexandrine Rocheleau, to wit :

A two story wooden house, flat roof, of twenty two feet in front by twenty two feet in depth—with a one story extension of fourteen feet by seventeen feet, more or less, constructed on the emplacement situate in the parish of Cap de la Madeleine, which is the south east half of an emplacement forming part of the lot of land known and designated under number one hundred and eighty three (183), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Cap de la Madeleine ; subject to the charge of the purchaser taking away the said house and the said extension within a delay of thirty days from the day of the sale, at his cost.

To be sold at the church door of the parish of Cap de la Madeleine, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 7th December, 1910. 5082
[First published, 10th December, 1910.]

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COATICOOK.

Public notice is hereby given by the undersigned, Otis Shurtleff, secretary treasurer, that the under-mentioned lands will be sold at public auction, at the office of the municipal council, in said town of Coaticook, on MONDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1911, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, unless the taxes due thereon and the costs incurred, are paid before that date, to wit :

William Welch, lots numéros 632, 633 et 635, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$38 70

Représentants ou héritiers légaux de feu Louis Guérin, lot No. 1895, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$19 85

Pierre Laspérance, partie des lots Nos. 1818 et 1540, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$21 40

Silas Aldrich, partie du lot No. 1683, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$14 05

Edouard A. Côté, lots Nos. 1423 et 1424, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$12 30

Représentants ou héritiers légaux de feu Aaron L. Brown, lot No. 1655, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$ 4 75

Delle Vena V. Merrill, partie du lot No 70, à l'exception d'une partie d'icelui prise par la corporation de Coaticook, pour élargir la rue Principale.

Montant dû..... \$77 10

Frederic A. Brigham, lots Nos 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509 et 1510, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$33 55

Alphonse Major, partie du lot No 39, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$18 80

Dame Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), partie du lot No 692, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$66 93

Dame Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), lots Nos. 679, 680, 698 et 698A, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$116 85

Dame Julia Bertrand, partie du lot No 572, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$29 95

Joseph Leadbeter, partie du lot No 213, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$21 25

Joseph Lapointe, partie des lots Nos 861 et 862, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$10 17

5427 OTIS SHURTLEFF,
Secrétaire-trésorier.

William Welch, lots numbers 632, 633 and 635, and the cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook.

Amount due..... \$38 70

Representatives or legal heirs of late Louis Guérin, lot No. 1895, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$19 85

Pierre Laspérance, part of lots Nos. 1818 and 1540, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$21 40

Silas Aldrich, part of lot No. 1686, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$14 05

Edward A. Côté, lots Nos. 1423 and 1424, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$12 30

Representatives or legal heirs of late Aaron L. Brown, lot No. 1655, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 4 75

Miss Vena V. Merrill, part of lot No. 70, except a portion thereof taken by the corporation of Coaticook, to widen Main street.

Amount due..... \$77 10

Frederic A. Brigham, lots Nos. 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509 and 1510, on the cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook.

Amount due..... \$33 55

Alphonse Major, part of lot No. 39, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$18 80

Mrs. Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), part of lot No. 692, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$66 93

Mrs. Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), lots Nos. 679, 680, 698 and 698A, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$116 85

Dame Julia Bertrand, part of lot No. 572, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$29 95

Joseph Leadbeter, part of lot No. 213, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$21 25

Joseph Lapointe, part of lots Nos. 861 and 862, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$10 17

5428 OTIS SHURTLEFF,
Secretary treasurer.

Nominations

Il a p'u à Son Honneur l'Administrateur par un arrêté en conseil, en date du seizième jour de décembre 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Kamouraska.—MM. Antoine Landry, marchand, Charles François Beaulieu, notaire, de Notre-Dame-du-Lac, et Jean-Baptiste Thériault, beurrier, de Saint-Modeste, comté de Témiscouata.

District d'Ottawa.—MM. Isaac Brown York, marchand, canton de Wakefield, William Clarence Heeney, cultivateur, Aylwin, Charles J. Moffat, agent, et James Irwin, marchand, de Kazubazua, comté d'Ottawa.

District de Terrebonne.—M. John Morrow, cultivateur, Laurel, P. O., comté d'Argenteuil.

Appointments

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of December, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Kamouraska.—Messrs. Antoine Landry, merchant, Charles François Beaulieu, notary, of Notre Dame du Lac, and Jean Baptiste Thériault, butter-maker, of Saint-Modeste, county of Témiscouata.

District of Ottawa.—Messrs. Isaac Brown York, merchant, township of Wakefield, William Clarence Heeney, farmer, Aylwin, Charles J. Moffat, agent, and James Irwin, merchant, of Kazubazua, county of Ottawa.

District of Terrebonne.—Mr. John Morrow, farmer, Laurel, P. O., county of Argenteuil.

District de Montréal.—MM. John Golfer, gérant, Patrick Scullion, marchand, et Alex. Wills, importateur, de la cité de Montréal.

District de Saint-François.—MM. Alexander Ames, cultivateur et boucher, Charles Frederick Wiggett, marchand, et Joseph Burton Orr, marchand, de Lennoxville, comté de Sherbrooke.

5409

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23^e jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Walter M. Kearns, commissaire-priseur, Hugh M. Watson, comptable, Daniel A. Bethune, plombier, Fred S. Brush, gentilhomme, George A. Slater et Louis Rubenstein, manufacturiers, Joseph Charles Hector Dussault, avocat, de la cité de Montréal, et Héliodore Fortier, marchand, de la cité de Westmount, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et de toute entreprise en général concernant les immeubles, tant comme patrons que comme agents ;

Faire les affaires de draguage et tous les accessoires et dans toute entreprise en général concernant le draguage pour eux-mêmes ainsi que pour autres, par contrat ou autrement ;

Faire en général les affaires de construction pour eux-mêmes et pour autres, par contrat ou autrement ;

Emettre et donner en paiement des droits ou biens acquis par la compagnie, des actions en partie payées ou complètement acquittées du fonds social de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou acquérir autrement des actions du fonds social de corporations semblables ;

Racheter ses propres actions avec le surplus de ses fonds en la manière et aux conditions prévues par les règlements, sous le nom de "Saint Andrews Land Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5437

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Eugène Gagnon, M.D., Yvon Lamontagne, avocat, Benoit Trudel, marchand, René Chenevert, avocat, Arthur Beauchesne, avocat, et Joseph Albert Guimond, courtier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Acquérir par charte, option, bail, achat ou autrement toutes mines de radium, quartz, mica, or, argent, nickel, zinc, cuivre, cobalt, plomb, asbeste, et acquérir, louer, posséder et aliéner des réclamations, mines, terrains miniers, droits et propriétés de mines, droits de mines, droits de rémergé ou tout autre intérêt en iceux, inventions mécaniques, droits de patente d'invention ou le droit de se servir de tous appareils ou droits de patente se rapportant aux droits et objets susdits ;

Chercher, excaver, creuser, extraire, tirer, faire toutes les opérations par lesquelles le sol, la terre, les roches et les pierres, dans le but d'extraire tous les minéraux quelconques, soient minés, creusés,

District of Montreal.—Messrs. John Golfer, manager, Patrick Scullion, merchant, and Alex. Wills, importer, of the city of Montreal.

District of Saint Francis.—Messrs. Alexander Ames, farmer and butcher, Charles Frederick Wiggett, merchant, and Joseph Burton Orr, merchant, of Lennoxville, county of Sherbrooke.

5410

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of December, 1910, incorporating Messrs. Walter M. Kearns, auctioneer, Hugh M. Watson, accountant, Daniel A. Bethune, plumber, Fred S. Brush, gentleman, George A. Slater and Louis Rubenstein, manufacturers, Joseph Charles Hector Dussault, advocate, of the city of Montreal and Héliodore Fortier, merchant, of the city of Westmount, for the following purposes :

To engage in the real estate business and in any undertaking in general respecting real estate as principal as well as agents ;

To engage in the dredging business and all accessories and in any undertaking in general respecting dredging for themselves as well as for others by contract or otherwise ;

To carry on a general construction business for themselves as well as for others by contract or otherwise ;

To issue and give in payment of rights or property acquired by the company partially or fully paid up shares of the capital stock of the company ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire shares of the capital stock of other similar corporations ;

To redeem its own shares with its surplus funds in such cases and on the conditions provided by the by laws, under the name of "Saint Andrews Land Company," with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5438

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1910, incorporating Messrs. Eugène Gagnon, physician, Yvon Lamontagne, advocate, Benoit Trudel, merchant, René Chenevert, advocate, Arthur Beauchesne, advocate, and Joseph Albert Guimond, broker, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals.

To acquire by charter, option, lease, purchase or otherwise all mines of radium, quartz, mica, gold, silver, nickel, zinc, copper, cobalt, lead, asbestos, and to acquire, lease, possess and alienate claims, mines, mining lands, mineral rights and properties, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid rights and purposes ;

To search for, excavate, dig, extract, draw, carry all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled,

ovés, lavés, passés au crible, fondus, épurés, broyés ou traités en aucune manière et pulvérisés ; employer, préparer et amalgamer le quartz, les métaux aurifères et tous autres minéraux et donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou en disposer autrement ; faire toutes opérations métallurgiques ayant rapport et nécessaires aux fins de la compagnie ;

Acheter, vendre, importer et exporter et manufacturer toutes sortes d'objets en général, marchandises, outils, appareils requis par la compagnie ou ses serveurs et ouvriers, et faire le commerce comme marchands en général, et aussi comme fournisseurs, mineurs ingénieurs, et entrepreneurs en général ; acquérir des limites à bois, ériger des moulins à scie et conduire le commerce de bois en général et opérations y ayant rapport ; acheter, louer ou échanger tous les droits, privilèges, meubles et immeubles qui peuvent être utiles ou en rapport aux fins de l'industrie et affaires de la compagnie, et ériger et construire toutes les bâtisses nécessaires, fondeurs, raffineries et pouvoirs d'eau qui peuvent être requis ;

Obtenir, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, brevets d'invention, concessions ou autres droits semblables conférant exclusivement ou droits limités à aucun secret ou informations référant aux inventions de nature à donner tout avantage à la compagnie, et exercer et développer tels droits, secrets ou inventions, et explorer, travailler, développer et améliorer tous droits, réclamations et propriétés appartenant à la dite compagnie ;

Construire, maintenir et exploiter sur sa propre propriété ou sur celles dont elle le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, hangars, entrepôts, moulins et bâtisses nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Construire des tramways ou chemins gravés ou macadamisés à partir des mines jusqu'aux eaux navigables les plus proches, chemins de fer ou chemins publics, et prendre toute terre requise pour le droit de passage et stations, à une juste valeur conformément aux dispositions de la loi, et améliorer et rendre navigable pour le transport du fret de l'allée et venue des mines, tout cours d'eau ou construire un canal de communication entre les cours d'eau navigables, pour le travail le plus profitable des mines ; construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour le transport de ses produits, et exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741, des statuts refondus de Québec, en la manière y prescrite ;

Emprunter ou obtenir le paiement des argents en général, et pour cette fin affecter et hypothéquer partie ou tous les droits et propriétés de la compagnie et aussi son fonds social non payé, et émettre, tirer et accepter des débetures ou stock et obligations, billets, lettres de change ou tous autres instruments négociables ; recevoir et posséder des actions, obligations, débetures ou autres garanties émises par toute compagnie minière, en paiement de minéraux, terres, marchandises ou travaux, et en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie ou faisant un commerce que peut faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions acquittées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Vendre, négocier une partie ou toute l'entreprise et les biens de la dite compagnie, à toutes conditions et pour toutes considérations, ou en disposer autrement, et aussi émettre et vendre des actions et stock sous la valeur au pair et à escompte et à tels termes et conditions et à tel taux de prime ou d'escompte, suivant qu'il sera jugé à propos ;

smelted, refined, -rushed or treated in any manner and pulverised ; handle and prepare and amalgamate quartz, auriferous metals and all other minerals to render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ; and to make all metallurgic operations pertaining to and necessary for the purposes of the company ;

To buy, sell, import and export, and manufacture all kinds of goods generally, merchandize, tools and apparatus required by the company or its servants and workmen, and to trade as general merchants, and also as a general contractors, miners, engineers and undertakers ; and to acquire timber limits, erect saw-mills and conduct general lumber trade and operations relating thereto, and to buy, lease or exchange all rights, privileges, properties moveable and immoveables which may be useful or may pertain to the purposes of the company's industry and business, and to erect and build all necessary buildings, smelters, refineries and water powers as may be required ;

To obtain, buy or otherwise acquire all patents, licenses, brevets of invention, concessions or other things similar, conferring exclusive or limited rights to any secret or informations referring to inventions of such a nature as to bring any advantage to the company, and to exert and develop such rights, secrets or inventions, and to explore, work, develop and improve all rights, claims and properties appertaining to said company ;

To build, maintain and exploit on its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, warehouses, stores, mills and buildings necessary or useful to its operation ;

To construct tramways or gravel or macadamized roads from the mines to the nearest navigable waters, railways or highways, and take any land required for right of way and stations, at a fair valuation according to the provisions of the law, and to improve and render navigable for the transport of freight to and from the mines, any water-course or construct channel or communication between navigable water-courses, for the more advantageous working of the mines ; and build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products, and to exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the Revised Statutes of Quebec, in the manner therein prescribed ;

To borrow or obtain the payment of monies generally and for this purposes affect and hypothecate part or the whole of the rights and property of the company and also its capital stock not paid and to issue, draw and accept debentures or stock and obligations, notes, bills of exchange or any other negotiable instruments ; receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued but any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works,

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To sell, negotiate or otherwise dispose of part or all the enterprise and the property of the said company at any conditions and for any considerations, and also to issue and sell shares and stock under par value and at discount and upon such terms and conditions, and at such rate of premium or discount as may be deemed advantageous ;

Payer avec les fonds de la compagnie toutes dépenses ayant rapport à la formation, enregistrement et publications de la compagnie, et à l'émission de son fonds social, comprenant les frais de courtage et commission et toutes extensions de ses pouvoirs ;

Faire et exécuter tous ou aucun des susdits objets ou transactions et opérations en la qualité de patrons ou agents, ou en société ou conjointement avec d'autres personnes, société ou compagnies ou associations dans toutes les parties du monde ;

Faire tous les actes et opérations accessoires à ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, et exercer tous ces pouvoirs sous aucune responsabilité, et les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Temiscaming-Fabre Gold & Silver Mining Company, Limited", avec un capital total d'un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000.00), divisé en un million cinq cent mille (1,500,000.00) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt unième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5405

Sous-secrétaire de la province

To pay from the funds of the company all expenses referring to the formation, registering and publications of the company, and to the issuing of its capital stock, comprising the costs of brokerage and commission and all expansions of its powers ;

To do and execute all or any of the above objects or transactions and operations in the quality of principals or agents, or in partnership or jointly with other persons, firms or compagnies or associations in all parts of the world ;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated and exert all these powers under no personal liability, and the shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Temiscaming-Fabre Gold & Silver Mining Company, Limited", with a total capital stock of one million five hundred thousand dollar (\$1,500,000.00), divided into one million five hundred thousand (1,500,000.00) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5406

Deputy Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Morris B. Steine, marchand, Louis Holstein, courtier de vaisseau à vapeur, Moses L. Morris, marchand, David Sperber, marchand, Mortimer B. Davis, manufacturier, Jacob A. Jacobs, capitaliste, Mark Workman, marchand, Ascher Pierce, marchand, Moses Vineberg, manufacturier, Harris Vineberg, manufacturier, Isaac Goldberg marchand, Joseph Steinberg, marchand, Phillip Popliger, marchand, et Henry Bye, commis voyageur, tous des cité et district de Montréal, pour les incorporer en une institution de bienfaisance, sous le nom de "The Hebrew Sheltering and Orphans' Home", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des meubles et immeubles et établir une maison devant servir comme asile pour les personnes âgées, pauvres, étrangers et autres, et aussi dans le but d'établir une maison pour enfants privés de leurs protecteurs naturels, soit par la mort ou abandon ou autrement, appartenant à la religion hébraïque, et dans le but de protéger telles personnes et tels enfants, et pour autres fins semblables.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.

Montréal, 28 décembre 1910.

5435

Avis est par le présent donné que Olivier Limoges, père, chaudiériste, Olivier Limoges, fils, marchand, et Jos. E. Barnabé, pharmacien, tous de Montréal, district de Montréal, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi 62 Vict., chap. 58 et les lois qui l'amendent, à l'effet, notamment de décréter que les terrains des requérants, dont l'expropriation est autorisée par la loi 9 Edouard VII, chap. 81, sec. 27, sous-sec. 22, et les dommages à leurs industries soient évalués d'après leur valeur réelle et actuelle, suivant les dispositions du paragraphe 1er de la section 28, de la même loi.

OL. LIMOGES, père,

OL. LIMOGES, fils,

JOS. E. BARNABÉ,

5453

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Morris B. Steine, merchant, Louis Holstein, steamship broker, Moses L. Morris, merchant, David Sperber, merchant, Mortimer B. Davis, manufacturer, Jacob A. Jacobs, capitalist, Mark Workman, merchant, Ascher Pierce, merchant, Moses Vineberg, manufacturer, Harris Vineberg, manufacturer, Isaac Goldberg, merchant, Joseph Steinberg, merchant, Phillip Popliger, merchant, and Henry Bye, commercial traveller, all of the city and district of Montreal, to incorporate them as a charitable institution, under the name of the "Hebrew Sheltering and Orphans' Home", with power to acquire, and possess moveable and immovable property and to establish a home to be used as an asylum for the aged, destitute, strangers and others, and also for the purpose of establishing a home for children who may be deprived of their natural protectors either by death or abandonment or otherwise belonging to the Hebrew faith, and for the purpose of protecting such persons and children, and for other analogous purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for petitioners.

Montreal, 28th December, 1910.

5436

Notice is hereby given that Olivier Limoges, senior, lime-burner, Olivier Limoges, junior, merchant, and Jos. E. Barnabé, druggist, all of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 62 Vict., chap. 58 and amendments thereto, so as especially to enact that the lands of the petitioners whose expropriation is authorized by the act 9 Edward VII, chap. 81, sec. 27, sub-sec. 22, and the damages to their businesses, be valued according to their real and actual value, in accordance with the provisions of paragraph 1, of section 28, of the same act.

OL. LIMOGES, senior,

OL. LIMOGES, junior,

JOS. E. BARNABÉ,

5454

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature provinciale, pour un acte étendant les pouvoirs de fidei-commissaires, en vertu du testament de feu Henry M. Balcer, en son vivant avocat, de la ville de Trois-Rivières, afin d'acheter des immeubles en la cité de Montréal, avec les argentés légués aux enfants de sa fille défunte et de Edouard A. D. Morgan, de la cité de Montréal.

Montréal, 27 décembre 1910.

5451

Avis est par les présentes donné que la commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature à sa prochaine séance, pour qu'elle passe une loi l'autorisant :

1° A établir des écoles maternelles.

2° A ajouter deux ou plusieurs classes au cours primaire supérieur.

ULRIC LAFONTAINE,

Secrétaire trésorier.

Montréal, 29 décembre 1910.

5449

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries présentera un bill à la législature de Québec, pour amender sa charte en changeant son nom en celui de "L'Assurance Industrielle, Feu et Accidents" et pour faire concorder quelques autres clauses de sa charte avec la loi générale des assurances de Québec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,

Procureurs de la compagnie.

Québec, 28 décembre 1910.

5455

Avis public est par le présent donné que "The Quebec & Saguenay Railway Company" s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender son acte d'incorporation, étant la loi 5, Edouard VII, chapitre 55 et amendements, concernant l'extension de ses lignes et le temps pour la construction, et autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 décembre 1910.

5433.

Avis public est par le présent donné que la cité de Salaberry de Valleyfield ou "The Montreal Cotton Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour confirmer et ratifier le règlement No 229, de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, octroyant à certaines conditions une commutation de taxes à la dite "Montreal Cotton Company". Si le dit règlement No 229 est approuvé par les contribuables de la dite cité, suivant la loi.

J. LOVE, JR.,

Secrétaire-trésorier,

"The Montreal Cotton Co.

Salaberry de Valleyfield, 27 décembre 1910.

5407

Avis est par les présentes donné que les légataires grevés de substitution de feu Dame Mathilde Leclaire, en son vivant épouse de Jean Marie Papineau, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour faire déclarer final et définitif le partage fait devant M^{re} Maurice Loranger, notaire, des deniers réalisés par la vente des immeubles de la succession à la suite d'une licitation volontaire.

DESAULNIERS & VALLEE,

Avocats des requérants.

Montréal, 22 décembre 1910.

5401

Avis public est par le présent donné que "The Dominion of Canada Trust Corporation" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le changement de nom de la compagnie de "The Dominion of Canada Trust Corporation" pour celui de "The Quebec Trust Company", et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

5431

Notice is hereby given that the "La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries" will apply for a bill to be passed at the next session of the Legislature of Quebec, to amend its charter to change its name to the "L'Assurance Industrielle, Feu et Accidents", and to establish concordance between certain clauses of its charter with the assurance law of Quebec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,

Attorneys for the Company.

Quebec, 28th December, 1910.

5456

Notice is hereby given that application will be made at the forthcoming session of the provincial Legislature, for an act to extend the powers of the trustees, under the will of the late Henry M. Balcer, in his lifetime, advocate, of the city of Three Rivers, so as to enable them to purchase real estate in the city of Montreal, with the monies bequeathed to the children of the deceased daughter and Edward A. D. Morgan, of the city of Montreal.

Montreal, 27th December, 1910.

5452

Notice is hereby given that the catholic school commission of Montreal will apply to the Legislature, at the next session thereof, for a bill authorizing:

1. The establishment of maternal schools.

2. The opening up of two or more higher classes in the existing primary schools.

ULRIC LAFONTAINE,

Secretary treasurer.

Montreal, 29th December, 1910.

5450

Public notice is hereby given that "The Quebec & Saguenay Railway Company" will, at the next session of the Legislature, apply for the passing of an act to amend its act of incorporation, being Act 5, Edward VII, chapter 55, and amending acts, with respect to the extension of its lines and the time for construction, and other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 28th December, 1910.

5434

Public notice is hereby given that the city of Salaberry of Valleyfield or the Montreal Cotton Company shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to confirm and ratify by-law No. 229, of the said city of Salaberry of Valleyfield, granting on certain conditions a commutation of taxes to the said Montreal Cotton Company. If the said by-law No. 229 is approved by the ratepayers of the said city, according to law.

J. LOWE, JR.,

Secretary treasurer,

The Montreal Cotton Company.

Salaberry of Valleyfield, 27th December, 1910.

5408

Notice is hereby given that the legatees institutes under substitution of the late Dame Mathilde Leclaire, in her lifetime wife of Jean Marie Papineau, will apply to the Legislature, at its next session, to have the partition made of the monies levied from the sale of the immovables of the estate after voluntary licitation, declared final and definitive.

DESAULNIERS & VALLEE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 22nd December, 1910.

5402

Public notice is hereby given that "The Dominion of Canada Trust Corporation" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the changing of the company's name from "The Dominion of Canada Trust Corporation" to the "Quebec Trust Company", and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

5432

Avis Divers

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No. 1767, Dame Delphine Gaudette, épouse de Lactance Gauthier, commerçant, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

CLEMENT ROBITAILLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 décembre 1910.

5447

Resolution

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

"CANADIAN FERGUS COMPANY, LIMITED."

Avis est par le présent donné que "The Canadian Fergus Company, Limited," incorporée par lettres patentes, émises par la Puissance du Canada, et datées du premier octobre 1909, a passé une résolution à une assemblée générale des actionnaires tenue le 21e jour de décembre 1910, pourvoyant à la liquidation et dissolution volontaire de la compagnie, en vertu des dispositions de la section 6, du chapitre 3, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

En foi de quoi, les officiers de la compagnie ont signés ensemble avec les liquidateurs, ce 24e jour de décembre 1910.

W. B. CONVERSE,
Vice-Président.

GEO. W. DOW,

Secrétaire,

GEO. W. DOW,

Liquidateur.

5423

Avis de Faillites

District de Rimouski.

In re Victor Poitras, Saint Moïse, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17 janvier 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 29 décembre 1910.

5445

District de Québec.

In re Misaël Thibodeau, de la cité de Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 décembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 21 décembre 1910.

5441

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 1767, Mrs. Delphine Gaudette, wife of Lactance Gauthier, trader, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CLEMENT ROBITAILLE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th December, 1910.

5448

Résolution

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

CANADIAN FERGUS COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that the Canadian Fergus Company, limited, incorporated by letters patent, issued by the Dominion of Canada, and bearing date the first October, 1909, has passed a resolution at a general meeting of the shareholders held on the 21st of December, 1910, providing for the winding up and dissolution of the company voluntarily, under the provisions of section 6, of chapter 3rd, of the revised statute of the province of Quebec, 1909.

In testimony whereof the officers of the company have signed together with the liquidators, at Montreal, on this 24th day of December, 1910.

W. B. CONVERSE,
Vice President.

GEO. W. DOW,

Secretary.

GEO. W. DOW,

Liquidator.

5124

Bankrupt Notices

District of Rimouski.

In re Victor Poitras, Saint Moïse, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 17th January, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 29th December, 1910.

5446

District of Québec.

In re Misaël Thibodeau, of the city of Québec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 27th December, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 21st December, 1910.

5452

District de Gaspé.

In re Napoléon Lefebvre, Sainte-Adelaïde de Pabos, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16 janvier 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 29 décembre 1910. 5443

District de Montmagny.

Xavier Lavallée, Saint Aubert, comté de L'Islet, marchand, a, le 22 décembre 1910, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 29 décembre 1910. 5439

District de Québec.

In re Henri Cauchon, Beauport, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 décembre 1910, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 28 décembre 1910. 5391

Index de la Gazette Officielle de Québec No 52.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Asselin vs Langlois, 2367 ; Brunet vs Lefebvre, 2364 ; Carey vs McQuillan, 2366 ; Champagne vs Provencher, 2366 ; Chené vs Langlois, 2365 ; Epstein vs Greenberg, 2365 ; Fortin vs Beaulieu, 2367 ; Gagnon vs Montminy, 2366 ; Gaudette vs Gauthier, 2383 ; Lapointe vs Rouillard, 2364 ; Letellier vs Barril, 2364 ; Loiselle vs Chartrand, 2366 ; Lord vs Demers, 2364 ; Morin dit Costello vs Chartré, 2366 ; Savage vs Parent, 2365 ; Tabah vs Astphan, 2367 ; Turcotte vs Desbiens, 2366.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 2337.

ASSEMBLÉE : — Farmers Bank of Canada, 2369.

AVIS : — Landry, 2300 ; L'Anglo-Canadienne, vie et accidents, 2367.

BILLS PRIVÉS. P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 2348 ; Conseil législatif, 2346.

BILLS PRIVÉS : — 2339.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Alexander, G. L. 2359
Bélanger, George, ... 2353

District of Gaspé.

In re Napoléon Lefebvre, Sainte Adelaïde de Pabos, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 16th January, 1911, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 29th December, 1910. 5444

District of Montmagny.

Xavier Lavallée, Saint Aubert, L'Islet county, merchant, has, on the 22nd December, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montmagny, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 29th December, 1910. 5440

District of Quebec.

In re Henri Cauchon, Beauport, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 27th December, 1910, we have been appointed joint curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 28th December, 1910. 5392

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Asselin vs Langlois, 2367 ; Brunet vs Lefebvre, 2364 ; Carey vs McQuillan, 2366 ; Champagne vs Provencher, 2366 ; Chené vs Langlois, 2365 ; Epstein vs Greenberg, 2365 ; Fortin vs Beaulieu, 2367 ; Gagnon vs Montminy, 2366 ; Gaudette vs Gauthier, 2383 ; Lapointe vs Rouillard, 2364 ; Letellier vs Barril, 2364 ; Loiselle vs Chartrand, 2366 ; Lord vs Demers, 2364 ; Morin dit Costello vs Chartré, 2366 ; Savage vs Parent, 2365 ; Tabah vs Astphan, 2367 ; Turcotte vs Desbiens, 2366.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 2337.

MEETING : — Farmers Bank of Canada, 2369.

NOTICE : — Landry, 2300 ; The Anglo-Canadian, Life and Accident, 2367.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 2348 ; Legislative Council, 2346.

PRIVATE BILLS : — 2339

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Alexander, G. L. 2359
Bélanger, George, ... 2353

Boisseau, J. Armand	2350	Boisseau, J. Armand	2350
Carrick, John J.	2364	Carrick, John J.	2364
Cedar Park	2357	Cedar Park	2357
Cie d'Assurance Mont Royal	2354	Mount Royal Assurance Company	2354
Cie de chemin de Québec et de l'Île d'Orléans	2356	Quebec & Island of Orleans Railway Coy.	2356
Cie de chemin de fer Kamourask-l'Islet	2361	The Kamouraska-L'Islet Railway Coy.	2361
Cité de Québec	2352	City of Quebec	2352
Cie Shawinigan Water & Power Coy	2351	Shawinigan Water & Power Company	2351
Commission des écoles catholiques de Montréal	2382	Catholic school commission of Montreal	2382
Corporation de la cité des Trois-Rivières	2363	Corporation of the city of Three Rivers	2363
Corporation de la ville de Buckingham	2352	Corporation of the town of Buckingham	2352
Corporation du village de Rigaud	2354	Corporation of the village of Rigaud	2354
Corporation du village du Sault au Récollet	2358	Corporation of the village Sault au Récollet ..	2358
Curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont	2359	Curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont	2359
Decarie, Frs. X. et al.	2351	Decarie, Frs. X. et al.	2351
Dominion of Canada Trust Corporation	2382	Dominion of Canada Trust Corporation	2382
Dumontier, Charles	2358	Dumontier, Charles	2358
Emond Chs Auguste	2354	Emond, Chs Auguste	2354
Fidélité des commissions de feu Henry M. Balter	2382	Trustees of the late Henry B. Balcar	2382
Greenshields, J. N., et Chs R. Whitehead	2387	Greenshields, J. N., and Chs. R. Whitehead ..	2387
Greenshields, J. N. et John D. Oppe	2255	Greenshields, J. F. and John D. Oppe	2255
Groulx, Philias	2363	Groulx, Philias	2363
La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries	2382	La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries	2382
La Cie Immobilière de Montréal-Est	2360	La Cie Immobilière de Montréal-Est	2360
La cité de Montréal	2356	The city of Montreal	2356
La Québec Compagnie d'Assurance Vie et Accident	2260	The Quebec Life and Accident Assurance Coy.	2260
Leduc, Gilbert et al.	2359	Leduc, Gilbert et al.	2359
Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal	2360	Curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame de Montréal	2360
Les Dominicains du Rosaire	2356	Les Dominicains du Rosaire	2356
Les Prévoyants du Canada	2360	Les Prévoyants du Canada	2360
Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis	2359	Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis	2359
Légataires de feu Dame Leclaire	1382	Legatees of the late Dame Leclaire	2382
Limoges, Olivier, et al.	2381	Limoges, Olivier, et al.	2381
Marion, Jules	2357	Marion, Jules	2357
Montreal & Northern Colonization Coy	2351	Montreal & Northern Colonization Coy	2351
Montreal & Southern Railway & Power Coy	2351	Montreal & Southern Railway & Power Coy ..	2351
Montreal Cotton Coy	2382	Montreal Cotton Coy	2382
Montreal Street Railway Coy	2357	Montreal Street Railway Coy	2357
Montreuil, Israël et autres	2356	Montreuil, Israël and others	2356
Municipalité de Boyer Ouest	2353	Municipality of Boyer West	2353
Municipalité du village de Montréal-Sud	2350	Municipality of the village of Montreal South ..	2350
Nouvelle division d'enregistrement, comté de Champlain	2364	New registration division, county of Champlain	2364
Pasteur et marguilliers de l'église de Saint-Mathias	2360	Incumbent and churchwardens of the church of Saint Mathias	2360
Prudential Trust Company, limited	2353	Prudential Trust Company, limited	2353
Quebec & Saguenay Railway Coy	2382	Quebec & Saguenay Railway Coy	2382
Révérendes Sœurs de la Charité de Québec	2363	Révérendes Sœurs de la Charité de Québec ..	2363
Rivard, Adj., et al.	2359	Rivard, Adj., et al.	2359
River Mead Golf Club	2353	River Mead Golf Club	2353
Roberge, A. Jos. A.	2359	Roberge, A. Jos. A.	2359
Roberts et al. (Dme)	2357	Roberts et al. (Dme)	2357
Routhier, J. C.	2363	Routhier, J. C.	2363
Roy, Alfred N.	2350	Roy, Alfred N.	2350
Saraguay Electric & Water Coy	2355	Saraguay Electric & Water Coy	2355
Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield	2363	Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Valleyfield	2363
Steine Morris B., et al.	2381	Steine Morris B., et al.	2381
Syndics de la paroisse Saint-Enfant-Jésus de Montréal	2359	Trustees of the parish Saint Enfant Jésus de Montréal	2359
Syndics de Saint-Denis, Montréal	2358	Trustees of Saint Denis, Montreal	2358
Synod of the diocese of Montreal	2355	Synod of the diocese of Montreal	2355
Taschereau, l'hon. Sir Honoré Elzéar	2364	Taschereau, Hon. sir Henri Elzéar	2364
The district of Bedford General Hospital	2353	The district of Bedford General Hospital	2353
The Life Underwriters Association of the Province of Quebec	2353	The Life Underwriters Association of the Province of Quebec	2353
The Richmond, Magog & Stanstead Railway Coy	2363	The Richmond, Magog and Stanstead Railway Coy	2362
The Village of Greenfield Park	2351	The Village of Greenfield Park	2351
The Womens Christian Association of Quebec	2361	The Womens Christian Association of Quebec	2361
Tourigny, l'hon. Frs S. et autres	2355	Tourigny, the Hon. Frs and others	2355
Trustees, Executors & Securities Insurance Corporation	2360	Trustees, Executors & Securities Insurance Corporation	2360
Tucker, Charles P., et al.	2361	Tucker, Charles P., et al.	2361
Ville de Farnham	2364	Town of Farnham	2364
Ville de Bay-View	2362	Town of Bay-view	2362
Ville de Maisonneuve	2359	Town of Maisonneuve	2359
Ville de Montréal-Ouest	2305	Town of Montreal West	2305

EXAMENS : — Montréal, 2368 ; Ottawa, 2368 ; Saint-François, 2368 ; Trois-Rivières, 2368.

FAILLIS : — Aquin, 2369 ; Brunelle, 2370 ; Cauchon, 2384 ; Delisle, 2370 ; Hanna, 2370 ; La Briqueterie de Chicoutimi, 2369 ; Lavallée, 2384 ; Lefebvre, 2384 ; Martin & Tremblay, 2369 ; Poitras, 2383 ; Sussman, 2370 ; Thihaudeau, 2382.

LETTRES PATENTES : — A. J. Hart incorporée, 2339 ; La Cie d'hangarage limitée, 2341 ; La Cie de Pulpe de Chicoutimi, 2346 ; La Société de Publication "La Lumière", 2340 ; Reynolds Company Limited, 2343 ; St-Andrews Land Coy. 2379 ; The Greater Montreal Land Coy. 2346 ; The Knapp Coy Limited, 2345 ; The Temiscamingue Faber Gold Silver Mining Coy limited, 2379 ; The Victoria Chair Mfg. Coy, 2338.

LIQUIDATION : — Canadian Fergus Coy limited, 2383.

NOMINATIONS : — Juges de paix : — Kamouraska, 2378 ; Ottawa, 2378 ; Montréal, 2379 ; Saint-François, 2379.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Par Louis Aristide Rousseau, 2343 ; Par Robert Hugh Barron, 2343.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 2337.

VENTE DE FAILLITE : — Standard Packing Coy, Ltd., 2371.

VENTES PAR LICITATION : — Wheelihan (Dme) et al vs Dme Barr et al, 2301.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES : — Ville de Coaticook, 2377.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE : — Thibodeau vs Rodrigue, 2372.

CHICOUTIMI : — Asselin et al vs Fortin, 2373 ; Asselin et al vs Lachance, 2373 ; Cloutier vs Tremblay, 2373.

GASPÉ : — Shehyn vs Bodard et al, 2374.

MONTREAL : — Deschambault vs Sicotte, 2364.

OTTAWA : — La Cie Savoie Guay vs Leclerc, 2375 ; Levesque et al vs Lapworth, 2375.

QUÉBEC : — Trottier vs Naud, 2375.

RIMOUSKI : — Couture & frères, faillis, 2376.

TROIS RIVIÈRES : — Arcand vs (Dme) Rocheleau et vir, 2370 ; Jourdain vs Wilson, 2370 ; Laurent vs Lemay, 2377.

EXAMINATION : — Montreal, 2368 ; Ottawa, 2368 ; Saint Francis, 2368 ; Three Rivers, 2368.

INSOLVENTS : — Aquin, 2369 ; Brunelle, 2370 ; Cauchon, 2384 ; Delisle, 2370 ; Hanna, 2370 ; La Briqueterie de Chicoutimi, 2369 ; Lavallée, 2384 ; Lefebvre, 2384 ; Martin & Tremblay, 2369 ; Poltras, 2383 ; Sussman, 2370 ; Thihaudeau, 2383.

LETTERS PATENT : — A. J. Hart incorporée, 2339 ; La Cie d'hangarage limitée, 2341 ; La Cie de Pulpe de Chicoutimi, 2346 ; La Société de Publication "La Lumière", 2340 ; Reynolds limited, 2343 ; St. Andrews Lands Coy. 2379 ; The Greater Montreal Land Coy. 2346 ; The Knapp Coy limited, 2345 ; The Temiscamingue Faber Gold Silver Mining Coy limited, 2370 ; The Victoria Chair Mfg. Coy, 2338.

LIQUIDATION : — Canadian Fergus Coy limited, 2383 ;

APPOINTMENTS : — Justices of the peace : — Kamouraska, 2373 ; Ottawa, 2378 ; Montréal, 2379 ; Saint Francis, 2379.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — By Louis Aristide Rousseau, 2343 ; By Robert Hugh Barron, 2343

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for dispatch of business, 2337.

INSOLVENT SALE : — Standard Packing Coy, Ltd., 2371.

SALE BY LICITATION : — Wheelihan (Dme) et al vs Dme Barr et al, 2371.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES : — Town of Coaticook, 2377.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE : — Thibodeau vs Rodrigue, 2372.

CHICOUTIMI : — Asselin et al vs Fortin, 2373 ; lin et al vs Lachance, 2373 ; Cloutier vs Tremblay, 2373.

GASPE : — Shehyn vs Bodard et al, 2374.

MONTREAL : — Deschambault vs Sicotte, 2374.

OTTAWA : — La Cie Savoie Guay vs Leclerc, 2375 ; Levesque et al vs Lapworth, 2375.

QUEBEC : — Trottier vs Naud, 2375.

RIMOUSKI : — Couture & frères, insolvents, 2376.

THREE RIVERS : — Arcand vs (Dme) Rocheleau et vir, 2377 ; Jourdain vs Wilson, 2376 ; Laurent vs Lemay, 2377.